





Le Liban

Volume I



Abdallah Naaman

Le Liban
Histoire d'une nation inachevée

Volume I

Éditions Glyphe

Du même auteur, chez d'autres éditeurs (extrait)

- Naqadât 'âbir sabîl*, trois tomes, Naaman, 2012-2015
À tire d'ailes. Nouvelles et autres textes, Téraèdre, 2010
Histoire des Orientaux de France du 1^{er} au 20^e siècle, Ellipses, 2003
al-Ittijâhât al-'almâniyya fil 'âlam al-'arabi, Naaman, 1990
Les Alawites, Asfar, 1987
La Guerre libanaise (1975-1985). Essai bibliographique, Naaman, 1985
Les Levantins: une race. Essai d'analyse sociale, Naaman, 1984
La Mort et Camus. Essai littéraire, Naaman, 1980
Le Français au Liban. Essai sociolinguistique, Naaman, 1979

Traduction en langue arabe

- Démocratie française* de Valéry Giscard D'Estaing, 'Uwaydât, 1977
La Musique arabe de Simon Jargy, Les Éditions arabes, 1972
Histoire de la presse de Pierre Albert et Fernand Terrou,
Les Éditions arabes, 1972
Le Silence de la mer de Vercors, Les Éditions arabes, 1968

Collaboration à des ouvrages collectifs

- La France arabo-orientale. Treize siècles de présences*, La Découverte, 2013
La Francophonie au Liban, Adelf, 1997
Dictionnaire Général de la Francophonie, Letouzey et Ané, 1986
Larousse des Littératures, 2 tomes, Larousse, 1986
Grand dictionnaire encyclopédique Larousse, 15 tomes, Larousse, 1980-1986
L'Homme du 20^e siècle et son esprit, 6 tomes, Édilec, 1971

© Éditions Glyphe. Paris, 2015
85, avenue Ledru-Rollin – 75012 Paris
www.editions-glyphe.com
ISBN 978-2-35285-093-9 (trois volumes)

Également aux Éditions Glyphe (extrait)

Ali Dolamari. *Le Kurdistan irakien*, 2014

Natalie Pigéard, Anaïs Masiot. *Marie Curie et la Grande Guerre*, 2014

Serge Doessant. *L'Officier Charles de Gaulle et ses chefs* (préface de Jean-Louis Debré), 2013

Albert Maarek. *Les Juifs de Tunisie. 2^e édition revue et complétée* (préface de Michel Abitbol), 2013

Jean-Pierre Allali. *Les Juifs de Tunisie sous la botte allemande* (préface de Élie Wiesel), 2014

Jean-François Hutin. *La Campagne d'Égypte : une affaire de santé*, 2011

Ernest Lavisse. *Vue générale de l'histoire politique de l'Europe* (introduction de Serge Doessant), 2011



*À la mémoire de mon père,
Mitri Na'mân (1912-1994).
Pour raison de poésie,
et pour d'autres raisons encore,
qu'il était seul à comprendre.*

*À mon petit-fils Chadi Beauvais,
né à Paris le 25 avril 2014,
afin qu'il soit fier de ses racines levantines.*

*À mon ami Michel Aoun,
le brillant polytechnicien (X 2006),
le premier à avoir cru en cette outrecuidante aventure.*



VOLUME I

Avant-propos	17
En guise d'ouverture	25

1. L'ANTIQUITÉ REVISITÉE

Une terre ingrate	69
Autopsie d'une montagne sacrée	83
Des mythes aux réalités	102
Nos ancêtres les phéniciens	139
Première implantation arabe	192

2. LES TRIBUS LIBANAISES

Au commencement était Mârûn	207
L'expansion arabe	306
Des Arabes chrétiens	325
Les intrus	362
Les druzes, éternels rebelles	382
Les gloires de Byzance	433
La force tranquille des sunnites	467
L'émancipation de l'enfant pauvre	492
Une communauté de trop	527

VOLUME II

3. GENÈSE D'UNE NATION
4. LE TEMPS DES EMPIRES
5. LA GRANDE EMPOIGNADE

VOLUME III

6. DES QUESTIONS QUI FÂCHENT
7. ENTRE GÉOGRAPHIE & HISTOIRE
8. RECHERCHE DE CITOYENNETÉ
9. LES TEMPS NOUVEAUX
10. INVENTER L'AVENIR

CONCLUSION

POSTFACE

BIBLIOGRAPHIE INDICATIVE

INDEX SÉLECTIF

EN CHOISSANT UN TITRE À CET ESSAI, j'ai hésité entre plusieurs qualificatifs : nation impossible, inaboutie, hypothétique, hypothéquée, fragmentée, incertaine, éclatée, improbable, tourmentée, maudite, inaccomplie, fictive, précaire et inachevée. Le premier libellé emporta longtemps mon adhésion, car j'étais convaincu que le Liban en est l'élément paradigmatique par excellence. Mais, comme il ne faut pas insulter l'avenir, j'ai opté pour la dernière formulation, en espérant que mon optimisme mesuré se concrétisera un jour. Toutefois, même si les identités superposées rendent ce pays en sursis permanent, je me garderai bien de clamer le deuil de sa grandeur perdue, car je crois fermement que « l'espérance est un emprunt fait au bonheur », selon le joli mot du moraliste Joseph Joubert (1754-1824).

Par souci de commodité, d'uniformité et de clarté, j'adopte l'orthographe phonétique et respecte la translittération de la langue arabe pour la transcription des patronymes et des noms de lieux, sauf lorsque l'usage en fournit une graphie francisée ancienne, courante et admise. Ce système de translittération est réduit au maximum et les termes arabes ont fait l'objet d'une transcription simplifiée. La lettre arabe **ث** est rendue par (th), la lettre **خ** par (kh), la lettre **ذ** par (dh), la lettre **غ** par (gh), la lettre **ق** par (q) et la lettre **ك** par (k). L'apostrophe (') désigne la hamza et l'apostrophe inversée (´) désigne la lettre **ع**. L'accent circonflexe (^) marque une voyelle longue. Toutes les dates sont indiquées selon le calendrier grégorien.

Dans les renvois aux références occidentales, je maintiens les graphies choisies par les auteurs cités. Je reproduis en italiques les substantifs étrangers empruntés notamment aux langues arabe et turque, ainsi que les expressions latines. Pour ce qui est des mots translittérés, je me fonde sur

l'arabe classique et non sur la prononciation dialectale fantaisiste qui varie selon les régions et les interlocuteurs. Le terme *islam* apparaît avec une minuscule lorsqu'il désigne la sphère religieuse et une majuscule quand il renvoie au monde islamique en général, à la culture et à la civilisation musulmanes. Il inclut alors les populations non musulmanes des régions qui en relèvent.

Le *Larousse encyclopédique* définit le substantif *peuple* comme un « ensemble d'hommes habitant ou non un même territoire et constituant une communauté sociale et culturelle ». En conséquence, et conformément aux conventions typographiques de la langue française, qui imposent une majuscule aux noms des peuples et une minuscule aux noms des croyants, j'utilise une minuscule pour désigner les communautés religieuses levantines. N'étant pas à proprement parler des peuples, il me paraît abusif de les considérer comme des structures spécifiques de type national.

La Syrie désigne ici un espace géographique qui va du Taurus au Sinaï, un nom générique qui dessine une aire mouvante qui ne correspond pas à une entité politique bien définie, du moins jusqu'au début du xx^e siècle. Le terme est entendu dans son sens originel – que les auteurs arabes appellent *Bilâd al-châm* et qui, de nos jours, englobe la Syrie, le Liban, la Jordanie et la Palestine / Israël – et non de manière restrictive qui délimite l'État actuel de Syrie.

Tout au long de cet essai, j'affectionne la dénomination *Levant* plutôt que *Proche-Orient* et *Moyen-Orient*, formulations trop jeunes et d'origine anglo-saxonne (*Near-East*, *Middle-East*) sans racine dans le temps. Ce fourre-tout géopolitique est un concept sorti d'une cervelle occidentale eurocentriste, une drôle de démarche qui consiste à nommer les régions selon leur plus ou moins grande proximité avec le seuil de la Porte. Cela dit, le Proche-Orient est un concept aux contours élastiques, à géométrie variable et qui recouvre à peu près la zone d'influence franco-britannique sur les terres perdues par l'Empire ottoman aux xix^e et xx^e siècles. Des terres qui, de surcroît, sentent moins la civilisation que le pétrole et le gaz. Au contraire, *Levant* dit bien mieux la proximité avec l'espace méditerranéen, tant il est vrai que les racines des deux rives sont marquées au plus profond par un destin partagé autour du *mare nostrum* qui vit naître les premières civilisations, en particulier l'écriture, un espace d'où jaillirent toutes les lumières et qui demeure la matrice des croyances spirituelles de la planète. Ces expressions anglo-saxonnes, créées par les armateurs britanniques au tout début du xx^e siècle et employées depuis en Occident, n'ont pas d'équivalents, ni en arabe, ni en turc, ni en farsi. De plus, Américains et Européens ne désignent pas les mêmes pays dans ce qu'ils nomment communément *Moyen-Orient*. À ces qualificatifs polysémiques et à géographie élastique (qui incluent l'Iran et la Turquie et parfois l'Afghanistan et le Pakistan), les autochtones préfèrent utiliser

« monde arabe », « monde islamique » ou « sphère arabo-islamique ». Il est vrai que les puissances européennes se sont empressées d'accourir au chevet de l'Empire ottoman agonisant dans le but d'en profiter et de remporter la meilleure part du gâteau, avec cependant une préoccupation commune : empêcher qu'un État puissant et capable de contrecarrer leurs intérêts ne naisse dans la région sur les ruines dudit empire. Ainsi, les Balkans, qui auraient pu constituer une fédération, ont été divisés en des micro-États malingres. Rien n'obligeait non plus la population levantine à accepter d'être saucissonnée en plusieurs entités arbitraires et artificielles qui sont pour l'essentiel le résultat des menées franco-britanniques dans la région (accords secrets Sykes-Picot-Sazonov de 1916, confirmés par le traité de Sèvres de 1920).

Militant de la cause laïque depuis ma jeunesse, j'ai toujours récusé la manie de mes compatriotes qui consiste à accoler à leur nom la confession à laquelle ils appartiennent par filiation, pour se qualifier et se différencier les uns des autres, comme s'il s'agissait d'une marchandise proposée à la vente sur un étal. Cependant (et ce n'est point me contredire), je maintiens à contrecœur cette habitude détestable pour fournir au lecteur étranger, peu averti des nuances levantines, une meilleure compréhension des propos des différents auteurs et acteurs cités. En effet, indiquer l'affiliation communautaire des protagonistes, chefs de guerre et historiens libanais que je cite, loin de refléter une volonté malveillante de les épingler ou de vilipender leurs convictions religieuses respectables, affichées ou présumées, permet au contraire de mieux comprendre leurs motivations profondes et éclaire la portée de leurs propos. Cela aide aussi à expliquer leurs options et leurs stratégies politiques face aux enjeux en présence. Il reste que, sans pour autant généraliser – car nombre d'auteurs libanais sont fort heureusement sortis de leur coque confessionnelle –, les attitudes convergent souvent au sein de chaque communauté et les prises de position des chefs religieux ou laïques, loin d'être exclusives ou hermétiques, résument un sentiment partagé par leurs coreligionnaires et épousent l'état d'esprit du groupe dans son ensemble, en particulier en temps de discorde existentielle, de crise politique ou de conflit armé, lorsque les passions communautaires s'exacerbent et s'instrumentalisent à outrance.



AVANT-PROPOS

«Je désirais vaquer seulement à la recherche de la vérité, je pensais qu'il fallait que je fisse tout le contraire, et que je rejetasse comme absolument faux tout ce en quoi je pourrais imaginer le moindre doute, afin de voir s'il ne me resterait point, après cela, quelque chose en ma créance qui fut entièrement indubitable.» René DESCARTES (1596-1650), *Discours de la méthode* (1637). Gallimard, Paris, 2004, page 147

«L'homme heureux est celui qui sait rester à égale distance de tous les partis.» Jules MAZARIN (1602-1661)

«Il me semble [...] qu'on ne devrait lire que les livres qui vous mordent et vous piquent. Si le livre que nous lisons ne nous réveille pas d'un coup de poing sur le crâne, à quoi bon le lire? [...] Un livre doit être la hache pour la mer gelée en nous. Voilà ce que je crois.» FRANZ KAFKA (1883-1924), *Lettre à Oskar Pollak* (1883-1915), janvier 1904

«Le pire défaut de la peur est qu'elle paralyse le raisonnement.» Sa'îd TAQIYY AL-DÎN (1906-1960)

C'EST QUATRE RAISONS très diverses qui m'ont poussé à m'engager dans cette folle et singulière aventure. Celle-ci justifie des explications que je dois à la bienveillance de mes lecteurs. Sur le plan personnel d'abord, il s'agit d'un *devoir* à remplir à l'égard d'un pays où je suis né et où j'ai vécu ma jeunesse, avant de venir en France, pour parachever ma formation universitaire, puis le servir au sein de son ambassade à Paris. Une *explication* aussi avec nombre de mes compatriotes qui, aujourd'hui encore, s'inventent des identités imaginaires, caressent des illusions et s'entre-déchirent pour elles, parce qu'on leur a fait croire que le Liban existe par lui-même et pour lui-même de tout temps, en tant que tel, comme créateur et acteur d'histoire et pas seulement comme chair à canon. Une *dette* de fidélité et de révérence également à acquitter envers mon aîné Edmond Rabbâth, un érudit, un visionnaire et un maître à penser d'une grande curiosité intellectuelle, qui m'a séduit par sa modestie et son œuvre encyclopédique dense et lucide. Auteur d'une production protéiforme, il fut tout à la fois écrivain, avocat, politicien, théoricien, constitutionnaliste et historien de haut vol. Quand je relis ses textes lumineux, je suis subjugué par leur actualité et leur pertinence. Cet homme polyvalent à souhait, invisiblement présent dans les pages de ce livre, définit le mieux la démarche que je me propose d'entreprendre. Un de mes rares contemporains en qui j'ai vu s'allumer l'étincelle du génie. Il n'est de semaine où il ne me manque et je ne puis trop rappeler ses mérites car cela ressemblerait à un plaidoyer *pro domo*. Sa disparition marque le début de la passion que j'ai mise à rassembler les éléments de cet ouvrage que des amis sceptiques avaient déclaré impossible, avec au cœur l'espoir informulé de leur apporter un début de démenti. C'est enfin un *testament* que je laisse à ma fille et à sa génération, ballottées entre les continents et ébranlées dans leurs certitudes, afin qu'elles ne perdent point espoir en des lendemains meilleurs.

Le pays du Cèdre est un territoire minuscule placé par le destin et la géographie au croisement de grandes civilisations qui baignent et nourrissent le pourtour de la Méditerranée. Des Libanais croient dur comme fer qu'ils appartiennent à une race à nulle autre pareille et qu'ils cultivent une spécificité qui les dote d'une mission spéciale : défendre la liberté et la justice dans une région du monde où sévissent l'autoritarisme, le despotisme, l'obscurantisme et l'intolérance. Noble mission certes, mais qui s'imprègne d'une morale douteuse censée véhiculer des valeurs élémentaires ayant trait au respect de la vie humaine et des droits de l'Homme que nombre de Libanais bafouent et que l'on doit légitimement leur reprocher. Mais les générations futures ne seront pas heureuses hors de leur pays, qui, privé de sa vocation fondamentale, n'existerait peut-être plus, car c'est l'âme qui soutient la chair et non l'inverse. Amputé de sa fonction majeure et de sa raison d'être, qui est de représenter

l'avant-garde du devenir intellectuel et politique de l'Orient arabe, le Liban se rend compte qu'il n'a pas de vocation de rechange et qu'en vérité, en abandonnant cette mission première, il cesserait d'exister en tant que foyer de civilisation et d'essor intellectuel et économique indispensable pour son propre épanouissement et pour l'équilibre du Levant tout entier.

En 2012, la rédaction de cet essai était achevée ou presque. Cependant je devais remettre à plus tard sa publication, car j'étais encore fonctionnaire de l'État libanais, tenu à un minimum de retenue. Cette obligation de réserve s'est poursuivie jusqu'à ma retraite, lorsque j'ai retrouvé mon entière liberté de parole et d'action que je ne suis plus prêt à sacrifier. Mais, que je le voulusse ou non, cet ouvrage est définitivement lié à mes années les plus vigoureuses, au cours desquelles j'ai mené de front une intense activité professionnelle et éditoriale. Parallèlement, et pendant les moments les plus cruels de la guerre civile, je devais contenir l'irritation d'entendre pérorer des compatriotes suffisants qui proféraient sur les événements des sottises et des mensonges inouïs, réchauffés et resservis à l'envi. Devais-je subir toute ma vie cette restriction mentale et me tenir à l'écart des débats intellectuels libanais foisonnants, sous prétexte de me conformer à mon devoir de réserve ? J'avais même sourdement espéré que le temps, les accalmies et l'évolution positive de la situation viendraient éroder mes convictions et me dissuader de publier le résultat de mes recherches. Hélas, le chaos se développa et il n'était pas de lecture complémentaire qui n'apportât de l'eau à mon moulin, au point que les ajouts que je ne pouvais m'empêcher d'inclure au fil des jours ont fini par représenter le quart du corpus initial.

Le privilège de l'âge aidant, je sais que je n'ai plus besoin de ménager les susceptibilités ou de plaire. L'essai que voici, qui pendant des années n'a cessé de mûrir et de s'épaissir, se veut une petite pierre dans la construction d'un Liban qui devra réussir un jour, plus lointain que proche me semble-t-il, à devenir un État de droit stable, viable, souverain, moderne, laïque, respectueux et respecté, acceptant un pluralisme religieux et humain harmonieux qui le caractérise et lui donne une physionomie particulière depuis la haute antiquité. L'ouvrage que je livre au lecteur est à peu de chose près le même texte, du moins pour les trente premiers chapitres. Après avoir écrit les derniers, j'ai procédé à des suppressions et renoncé à reprendre la totalité de la bibliographie en fin de volume, pour alléger le travail et le débarrasser des graisses que je lui trouvais encore. Enfin, j'ai enrichi l'ensemble de quelques additifs pour tirer parti des derniers développements intervenus sur la scène politique libanaise et des informations et arguments fournis ou suggérés par mes plus récentes lectures. Autant dire que je livre le même ouvrage, en perpétuel accroissement, que j'ai porté longtemps, avec cependant trois nouveaux chapitres qui couvrent les soubresauts qui ont marqué la dernière décennie tragique et qui rappellent de nombreuses vérités qui fâchent et dérangent encore.

L'État libanais, un éternel mineur pour nombre d'observateurs, s'est bâti à tâtons et à la grâce de Dieu. Il vit en banqueroute depuis sa naissance. Les budgets, rarement votés, sont souvent en déficit. De plus, le ministère des Finances en établit habituellement deux : l'un chiffrant les recettes à percevoir, l'autre indiquant ce qu'il espère collecter réellement. Bien souvent, il faut que les puissances protectrices, arabes et occidentales, garantissent la solvabilité du Liban pour qu'il négocie des emprunts à l'extérieur. Les riches propriétaires, qui sont en même temps des personnages politiques influents, trouvent le moyen de frustrer l'État, soit en l'achetant, soit en intimidant et corrompant ses employés. Quant aux petits propriétaires, ils doivent payer pour les grands, à moins d'être protégés par des amis puissants ou par leur propre misère. Tous se connaissent et se détestent. Surtout ils ne connaissent guère cet être abstrait que l'on appelle l'État et ils ne l'aiment pas.

Une des tâches essentielles de l'État libanais, sinon la seule, est de toujours veiller à ménager les susceptibilités communautaires en fabriquant un bricolage fait d'un mélange de mythes, de foi de charpentier, de pragmatisme, d'accommodements, de consensus, d'idéalisme et d'utilitarisme qui ont fini par engendrer un drôle de système vaguement démocratique, consensuel, fragile, inégalitaire et aléatoire. Une démocratie qui, appliquée à un État qui se cherche encore, reste une notion distordue. Certes, pour aborder une telle histoire, il existe deux façons de faire progresser la réflexion et enrichir le débat. L'une est cumulative et agit par superposition des données qui permettent de nouvelles synthèses. L'autre procède par changements de paradigmes et par bonds intellectuels, pour peu qu'on n'y décèle aucune trace d'amertume ou de récrimination vengeresse. Une fois le paradigme déplacé, quelque chose est définitivement modifié dans la pensée. Mon analyse relève de ce deuxième mode.

Apporter des réponses définitives aux multiples interrogations que suscite le Liban serait hasardeux, tant il est vrai que la réalité de ce pays est fort complexe et que sa trajectoire déroutante et imprévisible continue de résister aux idées reçues et surtout aux analyses cartésiennes. Mais, pour avoir la prétention de juger une société, il faut l'appréhender dans sa globalité et le faire sans complaisance, mais nourri d'une grande sympathie. Oserai-je prétendre offrir, ci-après, une synthèse ? Assurément non. Mener à bien est d'ailleurs une expression qui ne me satisfait pas, car elle indique seulement la volonté de l'effort. Un sentiment demeure en moi d'imperfection grande. L'avouer me paraît honnête, tant il est vrai qu'il ne s'agit point d'un essai abouti et encore moins d'une œuvre exhaustive qui aurait sans doute exigé toute une vie, voire la vie de plusieurs hommes. Tout juste cette étude propose-t-elle, à grands traits, une tentative personnelle de comprendre un pays attachant et complexe, depuis qu'il n'était qu'une expression géographique jusqu'aux derniers soubresauts de sa malédiction contemporaine.

Les bibliothèques sont pleines à craquer d'ouvrages qui traitent de l'Histoire du Liban et les archives de cette histoire ont été fouillées et triturées jusqu'à plus soif. Mais est-ce que tout a été vraiment dit? À la vue de la masse considérable de publications disponibles sur le pays du Cèdre, on peut se demander s'il vaut la peine d'y ajouter un nouvel ouvrage d'ensemble. Quel intérêt, quel profit, quel sens peut avoir une telle entreprise téméraire? En effet, il n'est de langue majeure où n'abondent les essais consacrés à l'histoire, mais aussi aux aspects religieux, économiques et politiques de ce pays fascinant à plus d'un titre. Si j'écris ce livre, ce n'est ni en historien des religions, ni en constitutionnaliste, ni en sociologue et encore moins en anthropologue. C'est dans une perspective prospective que j'entends exposer la genèse du Liban, son passé, son présent, et entrevoir son avenir. Redoutable projet qui se propose de revisiter plusieurs millénaires, mais à tire-d'aile, réservant l'essentiel de mon attention aux trois derniers siècles qui nous séparent de la période contemporaine et qui ont façonné le pays et modelé sa configuration actuelle. C'est dire qu'il s'agit d'un ouvrage interdisciplinaire et c'est pourquoi je suis parfaitement conscient des risques d'une telle entreprise, d'autant que j'aborde des questions brûlantes et taboues que des compatriotes préfèrent taire ou occulter. Cet essai envisage donc de brosser à grands traits l'histoire de ce pays et de présenter une synthèse de sa formation géographique, historique, constitutionnelle et politique, depuis qu'il n'était que montagne jusqu'à l'aube du troisième millénaire. Cette riche histoire, mêlée de mythes, de légendes et de symboles, est traitée subjectivement par nombre d'historiens libanais qui assènent quantité de contrevérités comme étant des réalités avérées et définitives. Pour ces auteurs engagés par leur affiliation confessionnelle, tout est de la même eau. Dans la foulée, des ouvrages pseudo-historiques colportent quantité d'inepties, pour ne rien dire des pamphlets qui brodent librement sur les mêmes thèmes. Quant à la représentation du pays du Cèdre, transmise au monde par nombre de voyageurs occidentaux, elle resta longtemps dominée par une vision paternaliste, positive et idyllique d'une société communautariste fragmentée qui s'apparente moins à une mosaïque magnifiée qu'à un puzzle dont nul ne sait plus emboîter harmonieusement les pièces. Pourtant la réalité est plus complexe que celle que laissent supposer ou entrevoir les discours catégoriques et définitifs des uns et les assertions péremptoires qui ne souffrent aucune contestation des autres. Les jeunes Libanais rêvent en effet de libérer leur pays de ses sempiternels fléaux que sont la corruption, la médisance, le complexe d'infériorité cultivé à l'égard de l'Occident et surtout le confessionnalisme qui gère et ordonne les différentes étapes de leur vie. Mais disposent-ils des moyens de leurs aspirations?

Mon ambition est de m'aventurer, non sans témérité et inconscience, dans l'histoire de cette contrée déconcertante, au sein des diverses communautés

qui la composent, de donner la mesure de la complexité des rapports qu'elles entretiennent entre elles, de décortiquer et combattre les idées reçues. Je tente de démêler les faits et les mythes, les réalités et les fantasmes, afin de déceler le probable, sinon le vraisemblable et le vrai. Le résultat de mon périple n'a rien de bien surprenant: les hommes préfèrent s'accrocher aux mythes glorieux et rassurants plutôt que de rechercher la réalité plus prosaïque et parfois décevante, honteuse ou peu reluisante. Les premiers constituent à la fois le modèle unique et la valeur suprême, cependant que les seconds n'augurent rien de réjouissant, si l'on en juge par les épisodes sanglants que le pays du Cèdre connaît depuis des siècles, à intervalles plus ou moins espacés, mais réguliers. Non qu'il fût un mythe abscons, comme la Phénicie de jadis, le Liban est tout simplement une invention récente et sa réalité constitutionnelle ne tient depuis à peine un siècle que par le système bancal qui l'a mise au jour, projet politique ou vision culturelle ou encore conjonction provisoire d'aspirations contradictoires, de négations absurdes, sinon conflictuelles et opposées. Par certains aspects pourtant – le secret bancaire, l'université, la relative liberté de la presse, la vie quotidienne et sociale –, la société libanaise est moderne, mais le système politique qui la régit est encore tenu par des chefferies traditionnelles qui semblent se maintenir sur la scène politique comme pour l'éternité, confortées par la permanence d'un communautarisme figé et d'un autre âge. Ce livre, que je reconnais impudique, arrache sans ménagement le vernis moderne d'une société qui reste au plus profond d'elle-même féodale et archaïque. Dès lors, les difficultés politiques cycliques du pays et sa situation financière chaotique et à l'avenant risquent de se transformer en handicaps structurels préoccupants et de longue durée, sinon irrémédiables.

La réflexion que voici se propose d'expliquer pourquoi cette expression géographique aux contours flous n'a pas encore réussi à devenir une entité viable, pérenne et stable. Dans un pays où les minorités confessionnelles demeurent réfractaires à l'intégration dans le moule national et ayant toujours le dessus sur toute autre référence citoyenne, quelques esprits clairvoyants ayant exercé le pouvoir ont tenté de doter le pays d'institutions et de statuts pour en faire un État, sinon un État de droit. Celui-ci se cherche encore, noyé dans une société libérale et mercantile, où les valeurs morales importent toujours moins que les convictions religieuses et les intérêts domestiques étroits. Au fil des jours, l'entreprise s'avère redoutable. Elle se veut honnête, à défaut d'être totalement objective, et tente de démêler les nombreux écheveaux de ce puzzle inextricable, dans un esprit d'ouverture et d'empathie nécessaire à la connaissance qui n'omet pas de critiquer avec rigueur, sinon sévérité, et qui, tout en s'efforçant de garder le sens de la distance face aux événements récents, tente de ressusciter la beauté de l'impossible, sans tomber dans une outrance iconoclaste. Je devais aussi prendre mes distances avec les solidarités familiales, spirituelles ou

idéologiques quand elles ne sont que conformes aux conventions sociales, car c'est l'une des conditions indispensables pour penser, agir et s'exprimer avec une totale liberté. J'ose espérer enfin que le regard distant qu'impose ma vie à l'étranger compense le manque de recul historique qu'exige une telle entreprise.

Mon intention est de faire mienne la lettre adressée par Friedrich Nietzsche (1844-1900) à son amie Malwida von Meysenbug (1816-1903), le 24 octobre 1874: «Par chance je suis dépourvu de toute ambition politique ou sociale, en sorte que je n'ai à craindre aucun danger de ce côté-là, rien qui me retienne, rien qui me force à des transactions et à des ménagements; bref, j'ai le droit de dire tout haut ce que je pense, et je veux une bonne fois tenter l'épreuve qui fera voir jusqu'à quel point nos semblables, si fiers de leur liberté de pensée, supportent de libres pensées.» En rectifiant sans aménité les préjugés de l'heure, je suis conscient que ce travail suscitera débats et polémiques, tant il est vrai que, sur les sujets abordés, les enjeux idéologiques et politiques pèsent encore lourd. Je mets à mal une série de convictions devenues dominantes, à force d'être reprises et amplifiées par les intrépides thuriféraires et plumitifs des communautés, convaincu que cette vulgate n'est qu'un tissu d'erreurs, de vérités déformées, de données partielles ou partiales, sans cesse enjolivées et instrumentalisées pour les besoins de l'argumentation partisane. Ce faisant, je souligne les limites que la réalité historique impose à ces croyances excessives, devenues courantes au point de gommer le rôle décisif des autres acteurs délaissés et marginalisés à dessein. Le Liban n'est plus ce qu'il était. Il n'a pas été ce que son géniteur français s'imaginait qu'il serait ou que les voyageurs et les voyagistes en mal d'orientalisme et d'exotisme en ont longtemps propagé l'image: un havre de coexistence, de liberté et de douceur de vivre. Certes, il a fini par devenir une Patrie, mais pas encore un État et encore moins un État de droit – il y a loin de la Patrie à l'État –, tout au plus un État tampon qui assure avec rudesse sa fragile condition. Dans une lecture en contrechamp, à contre-courant des idées reçues, je procède à une déconstruction de ses mythes fondateurs: un paradis de bonheur, assurément, un purgatoire de larmes et de sang, plus fréquemment un pays en permanence au bord du collapsus et cependant toujours debout contre vents et marées. Construit sur une analyse personnelle que d'aucuns trouveront audacieuse, cet essai aborde des questions dérangeantes qui touchent autant à la genèse des communautés libanaises qu'à leur statut civique et politique compliqué et atypique. Avec une méthode qui se veut rigoureuse, je balaie les clichés, déboulonne les idées fausses et dissipe les certitudes confortables pour faire émerger la complexité et l'imbrication des causes. M'appuyant sur une vaste documentation et avec un constant souci de distance critique, j'analyse aussi les rapports conflictuels qu'entretiennent les Libanais entre eux, dans la diversité de

leurs sensibilités religieuses, sociales, politiques et existentielles. Enfin, je prends soin d'éviter autant que possible le piège du vocabulaire et des concepts marqués d'idéologie qui suscitent des sentiments émotionnels ou passionnels fâcheux. Le lecteur jugera.

Le Liban se laissera-t-il aller à vau-l'eau ou parviendra-t-il à renaître de ses cendres tel le phénix ? L'avenir le dira.

1^{er} août 2015

EN GUISE D'OUVERTURE

« Il y a deux espèces de fausseté, l'une qui vient de l'ignorance, et l'autre du parti pris. Il faut excuser ceux qui manquent à la vérité par ignorance, mais ceux qui le font par parti pris n'ont droit à aucune faiblesse. » POLYBE (210-125 av. J-C)

« Dis la vérité, fût-elle à tes dépens. » Hadith attribué au prophète MUHAMMAD (570-632)

« Mon opinion juste pourrait s'avérer erronée et l'opinion erronée d'autrui pourrait se révéler juste. » Muhammad AL-CHÂFI'Ï (767-820)

« Dis la vérité, dût-elle te brûler au fer vengeur des crimes. »
al-Qâsim ibn 'Ali AL-HARÎRI (1054-1122), *al-Maqâmât*, chapitre XXI

« Lorsque, dans le silence de l'abjection, l'on n'entend plus retentir que la chaîne de l'esclavage et la voix du délateur ; lorsque tout tremble devant le tyran et qu'il est aussi dangereux d'encourir sa faveur que de mériter sa disgrâce, l'historien paraît, chargé de la vengeance des peuples. »
François-René DE CHATEAUBRIAND (1768-1848), *Le Mercure de France*, 4 juillet 1807, après l'abolition des libertés publiques par Napoléon I^{er}

« Dans ses dimensions restreintes, le Liban a trop d'originalité, trop de vie, trop de couleur pour qu'on ait le droit de le dédaigner. C'est un monde en miniature ; mais un monde complet. » Gabriel CHARMES (1850-1886)

« Il est difficile de dire la vérité, car il n'y en a qu'une, mais elle est vivante et a par conséquent un visage changeant. » Franz KAFKA (1883-1924),
Lettres à Milena, Gallimard, Paris, 1956

« L'histoire est l'ingrédient sans quoi aucune conscience nationale n'est viable. » Fernand BRAUDEL (1902-1985)

« La vérité a plusieurs visages, le mensonge n'en a qu'un. »
Georges SCHEHADÉ (1905-1989)

« Ce pays dans ma fenêtre: le Liban. Mon pays. Dans ma fenêtre il pourrait entièrement tenir si l'Histoire ne le faisait pas déborder de partout. »
Salah STÉTIÉ (1928-), *Liban pluriel*, Naufal, Beyrouth, 1994

CET OUVRAGE se propose de se pencher sur l'histoire d'un pays à la fois très jeune et très vieux qui peine à parvenir à la maturité, de revenir sur la controverse des historiens qui se passionnent pour son passé, les circonstances de sa formation, son enracinement dans son milieu géographique et géopolitique, son évolution institutionnelle et les perspectives de son devenir que nombre d'observateurs jugent incertain et aléatoire. Mais pour être le plus petit des États du Levant, si l'on s'en tient à la superficie, le Liban n'en occupe pas moins, dans le bassin méditerranéen, une place prépondérante à l'aube de l'Histoire. De plus, et dans un passé récent, les Libanais ont réussi à vaincre l'adversité en surmontant de multiples obstacles qui, à maintes reprises, auraient pu conduire leur pays à la ruine, sinon à la partition et la dislocation. S'il est vrai que l'incompréhension du présent d'un pays naît fatalement de l'ignorance de son passé, les stéréotypes qui marquent le Liban résultent d'une mauvaise information ou d'une désinformation délibérée. Ces clichés ont la vie dure, mais, au-delà du mot facile selon lequel l'Histoire est dans tout et réciproquement, une réflexion approfondie à propos de cette discipline, appliquée au cas libanais, confirme que l'Histoire est très présente dans tout ce qui entoure le passé, le présent et l'avenir de ce petit pays. L'approche historique nécessite certes un travail de remise en question des idées reçues, des a priori idéologiques et des mythes fondateurs. L'appréhension du monde sur le mode binaire semble être une approche de pensée dominante: le bon et le mauvais, le croyant et l'hérétique, le civilisé et le barbare, le démocrate et le despote... Il n'est pourtant pas sérieux de réduire la compréhension d'un pays et de ses conflits à un affrontement entre un Bien libéral et démocratique confisqué par un groupe et un Mal dirigiste et autoritaire qui serait l'apanage d'un autre groupe. Cela est un peu court, car l'analyse

géopolitique croit plus dans les intérêts des peuples que dans l'angélisme béat, comme en témoignent les exemples que nous fournis à l'envi l'histoire événementielle de tous les jours.

Aucune culture ne permet autant que celle du Levant de prendre la mesure du temps, et ce jusqu'au vertige. Étirée sur plusieurs millénaires, découpée en longs règnes et dynasties s'étendant sur des siècles, l'histoire de cette contrée tutoie constamment l'éternité. La connaissance que nous en avons, si elle demeure fragmentaire pour les périodes les plus reculées, permet à l'esprit d'enjamber des vastitudes temporelles inimaginables ailleurs. Or, l'évolution de cette région charnière du monde est l'une des moins figées qui soit. De grands événements ont contribué à la bouleverser profondément, à la faveur d'une succession d'irruptions sismiques, d'invasions, d'alliances, de guerres, de convoitises, de conquêtes et de pacifications. Certes les États modernes du Levant se sont constitués il y a à peine un siècle, mais les territoires que ces pays se partagent font partie du berceau de notre civilisation et révèlent des vestiges d'activité humaine qui remontent au paléolithique. C'est également dans cet espace géographique restreint que se sont développées l'agriculture sédentaire, l'urbanisation et l'écriture, trois principaux fondements de la société moderne. C'est sur cette terre enfin que sont apparues et se sont développées les trois grandes religions monothéistes, et cela n'est pas rien.

Il me faut, de prime abord, émettre quelques réserves pour souligner les limites de ma démarche. Je ne suis pas un historien de formation, et cependant je suis un lecteur boulimique qui réfléchit depuis longtemps sur l'histoire du Liban et de l'ère géographique à laquelle il appartient intimement. Faute d'avoir accédé, via l'agrégation, à la voie royale de la reconnaissance universitaire, j'ai mené seul ce vaste chantier, et mon approche demeure sélective et fatalement parcellaire, à dessein fragmentaire et éclectique, d'autant que j'ai le culot de prétendre embrasser à grands traits plusieurs millénaires. « Un livre de synthèse est toujours une torture [...]. Comme j'envie les personnes plus sages que moi qui se limitent à un sujet et se contentent d'écrire des articles bien fouillés en y consacrant tout le temps nécessaire », confie l'historien Mikhaïl Rostovtzeff (1870-1952) à son collègue Franz Cumont (1868-1947), le 24 octobre 1937¹. J'avoue éprouver le même sentiment en livrant cette étude au lecteur, très conscient aussi que, selon les propos de l'anthropologue Jean-Pierre Vernant (1914-2007), « les domaines que le savant se propose d'explorer ne sont jamais, dans les sciences humaines, des terres vierges, mais des continents dont la carte est déjà dressée par la tradition et que la pensée religieuse a depuis

1. Ouvrage collectif, *La Correspondance entre Mikhaïl Rostovtzeff et Franz Cumont*, Institut de France, diffusion Brossard, Paris, 2007.

longtemps parcourus en fixant les voies d'accès et les itinéraires.»¹ Cet essai ne tend donc pas à l'exhaustivité et encore moins à la totale objectivité, deux compétences qui ne sont pas de ce monde. Mon ambition est plus modeste : chercher à comprendre, dans l'équité et l'honnêteté, les différentes étapes de la formation de la nation libanaise. J'avoue que j'ai moins labouré en profondeur ce vaste champ que d'autres chercheurs chevronnés. De même, il me paraît délicat, sinon suicidaire, d'oser interpréter l'histoire récente qui se fait sous nos yeux et qu'il convient de ne pas prendre au pied de la lettre, mais de situer plutôt dans un contexte régional lui-même fort mouvant et imprévisible. Il est vrai enfin que les informations historiques qui filtrent et se propagent sont parfois délivrées par des fanatiques et des extrémistes et par ceux qui se trouvent (ou se mettent volontairement) à la marge. Hélas, ils se font bruyamment entendre et l'attention des historiens se focalise davantage sur eux que sur les sentiments exprimés par la majorité silencieuse, sereine, philosophe ou opprimée.

Cette réflexion personnelle est née de la perplexité qui est mienne et d'étonnements suscités par de nombreuses lectures, les menus incidents de la vie ordinaire et l'extraordinaire résistance de ce que je vois comme de faux problèmes, d'autant plus inextricables qu'ils sont faux. Que par le passé il y ait eu des débats, controverses, tentatives rusées de travestir l'histoire de ce petit pays, c'est une chose. Et passe encore qu'au début du xx^e siècle les querelles ne soient pas complètement éteintes. Mais que le siècle finissant poursuive l'étalage de ces questions oiseuses, avec parfois des arguments extrêmement raffinés et que l'aube du troisième millénaire fourbisse encore des raisons justifiant qu'on se dispute toujours ce minuscule territoire, prédisant des conflits sanglants en perspective, à intervalles réguliers, inscrit ces questions lancinantes dans la monotonie des joutes stériles et finalement puérides. C'est long, l'Histoire, quand les débats byzantins s'éternisent, les questions se figent et les mentalités se fossilisent. Le plus étonnant ce sont moins les joutes contradictoires et la ténacité des adversaires, salutaires et enrichissantes, que la constance de la bêtise et la permanente vitalité des arguments éculés. Force est de donner raison aux nouveaux historiens qui disent qu'il serait temps de s'énerver un peu.

Les chercheurs considèrent que jusqu'à l'aube du xx^e siècle, il n'y a pas une histoire spécifique du Liban mais une histoire globale du Levant. En effet, la formation de ce pays ne peut se concevoir et se comprendre que si elle est replacée dans un contexte régional plus général, à la fois levantin et méditerranéen. Cependant, si la plupart des ouvrages anciens parlent du pays du Cèdre comme faisant partie d'un tout plus vaste, beaucoup de livres lui ont été consacrés depuis quelques décennies, écrits par des

1. Jean-Pierre Vernant, préface de l'ouvrage de Maurice Olender, *Les Langues du Paradis. Aryens et Sémites : un couple providentiel*, Éditions du Seuil, Paris, 1989.

Libanais et des étrangers dans diverses langues. Beaucoup trop sans doute. Il y en a d'excellents, les uns de savante compilation, œuvre de patience et d'application, les autres d'impressions de voyages à travers le pays, de souvenirs émouvants, de récits, de confidences et de faits vécus et consignés pieusement par de véritables bénédictins. Mais, sauf quelques rares œuvres où l'on relève des analyses perspicaces et des informations vérifiées – que l'on doit à des plumes averties qui se donnent la peine d'étudier à fond la question, avec le courage d'aller au-devant du travail de mémoire et d'affronter les faits, même les plus détestables, pour mieux comprendre le passé afin d'éclairer le présent et tenter de construire l'avenir –, on peut affirmer sans se tromper que la prétendue objectivité de la majorité des auteurs n'en a pas écarté la partialité, hélas parfois volontaire, même s'il est superflu de rappeler que la construction d'un récit historique se fait fatalement au prix de l'exploitation sélective de certaines sources et de l'occultation de bien d'autres. Il est vrai que « peu de gens sont assez sages pour préférer le blâme qui leur est utile à la louange qui les trahit », à en croire le moraliste François de La Rochefoucauld (1613-1680). Pour sa part, le philosophe Baruch Spinoza (1632-1677) laisse dans son *Traité politique*, publié l'année de sa mort, cet ultime aveu en guise de testament : « J'ai fait un effort incessant pour ne pas ridiculiser, pour ne pas mépriser, pour ne pas dédaigner les actions humaines, mais pour les comprendre. »

Comment convaincre les Libanais de se débarrasser du préjugé qui consiste à croire que l'imaginaire et l'émotionnel peuvent servir de base à la réalité historique ? Cet argument fondamental, auquel on devrait souscrire sereinement, tarde à s'imposer à la plupart des historiens du pays du Cèdre, d'où la nécessité de rappeler d'emblée, à la suite de Thomas d'Aquin (1225-1274), qu'en matière d'histoire nous devons sans cesse distinguer entre « ce que l'on sait par la raison et ce que l'on affirme par la foi »¹. Un historien croyant doit donc pouvoir faire abstraction de ses convictions personnelles, combattre l'imagination intellectuelle et avancer à visage découvert afin de proposer une œuvre honnête et scrupuleuse. S'agissant de l'histoire du Liban, il est grand temps de remettre en question quantité de vérités reçues comme sacrées, invariables et définitives depuis des lustres, au prétexte fallacieux de ne pas vouloir ébranler le fragile édifice de la construction nationale. Qu'il ait fallu une succession de guerres civiles sanglantes pour défaire l'œuvre des aînés qui ont créé une histoire parallèle tronquée, secondaire, légendaire, imaginaire, parcellaire

1. Thomas d'Aquin dit aussi : « En matière de foi et de mœurs, il faut croire saint Augustin plus que les philosophes, s'ils sont en désaccord ; mais si nous parlons médecine, je m'en remets à Galien et à Hippocrate, et s'il s'agit de la nature des choses, c'est à Aristote que je m'adresse ou à quelque autre expert en la matière. » Puis il s'empresse de nuancer son propos : « Chercher à comprendre les lois de la nature, c'est chercher à comprendre l'œuvre de Dieu, c'est donc se rapprocher de lui. »

et fortement communautaire, sans trop de science et avec peu de discernement, montre encore à quelle vitesse d'escargot on rectifie un système obsolète, fondé sur un modèle confessionnel qui organise soigneusement la discrimination entre les citoyens, qui a bien vécu. Mais là où cette histoire dépasse tout entendement, c'est qu'à l'aube du troisième millénaire, la « formule libanaise » ne paraît pas caduque pour tout le monde, tant s'en faut. Des énoncés assurant toujours que le confessionnalisme est une chance pour le Liban, voire un exemple à suivre pour le monde, ajoutent les naïfs et les inconscients, continuent d'être proférés, publiés et clamés dans les médias ; et, sous couleur de défendre les bonnes mœurs, de zélés apôtres vous livrent des convictions antédiluviennes concernant les méfaits de la laïcité, qui, à leurs yeux, ne peut aboutir qu'à l'athéisme. En grattant un peu, on voit bien que le coup de massue porte en fait sur l'accès des citoyens libanais à ce que toute honnête personne nomme vérité, égalité, liberté, science et objectivité. Des notions frustes qui font allusion à ce qu'on désigne plus finement par procédures de vérification, détermination de champs scientifiques pluriels ou travail d'objectivation.

Expériences vécues

Évoquons d'abord quelques aspects de l'état d'esprit ambiant dans lequel baignent les milieux libanais et libanistes¹ présumés bien pensants. Ce faisant, tenons-nous en à sept faits révélateurs. Le premier date de 1977, lorsque jeune diplomate en poste à Paris, motivé et encore impressionné par le prestige de la fonction, je relève dans un catalogue spécialisé l'annonce d'une prochaine vente aux enchères (chez Sotheby's à Londres) d'une œuvre réalisée en décembre 1831 par le peintre Georg Emanuel Opiz (1775-1841). Le tableau représente l'hommage rendu par l'émir du Liban Bachir II Chihâb (1767-1850) au vice-roi d'Égypte Ibrâhîm Pacha (1789-1848), devant les portes de la ville d'Acre en Palestine. Je trouve utile et avantageux d'informer le ministère des Affaires étrangères à Beyrouth, d'attirer son attention sur l'opportunité d'acquérir cette toile précieuse pour l'histoire du pays du Cèdre et de suggérer qu'elle soit achetée par l'État afin d'enrichir le Musée national ou de garnir le salon d'un ministère de la République. À ma grande déception, les autorités compétentes ne voient aucun intérêt à participer aux enchères, et la vente se fait au profit du collectionneur grec-orthodoxe 'Isâm Fâris (1937-), riche entrepreneur et futur vice-Premier ministre du Liban. La défection de l'État libanais qui se désintéresse de l'achat du tableau

1. J'adopte ce substantif pour qualifier le discours qui se fonde sur la défense absolue de l'entité libanaise présentée comme éternelle (surtout par les ultra-marounites) et articulée sur un symbolisme trinitaire défendu avec acharnement : montagne, résistance, supériorité.

historique ne soulève l'indignation que de deux ou trois intellectuels vigilants, alertés par les médias, qui s'empressent de rendre compte de la transaction exceptionnelle. Quelques semaines plus tard, profitant de mon congé annuel, je me rends à Beyrouth et demande des éclaircissements à mes supérieurs hiérarchiques au Palais Bustrus. La réponse qu'on me fournit est confuse et évasive. J'insiste auprès du département des archives et je parviens à consulter le dossier. Quelle ne fut pas ma stupéfaction de trouver en marge de ma correspondance, adressée de Paris par la valise diplomatique, une note manuscrite portant les initiales d'un ambassadeur qui suggère à son ministre de tutelle (Fuâd Butrus) de ne pas acquérir le précieux tableau, pour motif « que le prince libanais y est présenté dans une posture désavantageuse et inégale, une attitude subalterne indigne devant l'envahisseur égyptien du territoire national ». Et, de fait, la toile montre le potentat libanais vieillissant, debout, légèrement courbé et s'appuyant sur une canne, rendant hommage au généralissime égyptien majestueux, altier et triomphant, qui le domine en chevauchant un superbe cheval richement harnaché. Je comprends alors que le diplomate, sans doute blessé dans son amour-propre, voulait dissimuler à la vue de ses compatriotes un événement peu reluisant et cependant authentique et confirmé par les faits concordants que reconnaissent les auteurs de l'époque. Le peintre Opiz, qui n'a fait que reproduire et immortaliser une scène historique en sa qualité de témoin oculaire privilégié, pouvait-il imaginer que son œuvre serait perçue comme une humiliante provocation par les libanistes et que sa démarche serait assimilée à une immixtion intolérable dans les affaires libanaises, susceptible de blesser l'amour-propre des enfants du cèdre millénaire ? Qui a dit qu'au Liban ceux qui se voient en gardiens du Temple ont jamais manqué de vigilance patriotique ?

Plus surprenante est la réaction primaire d'Amîn al-Jumayyil (1942-) qui reçoit un ouvrage dédié du centralien Fuâd Dabbâs (1930-2001)¹, amoureux passionnée de sa ville natale, Beyrouth. Cette belle publication illustrée, qui sélectionne, reproduit et commente de vieilles cartes postales qui remontent au XIX^e siècle, réveille la nostalgie de nombreux Libanais, mais n'inspire au président de la République que cette interrogation légère : « Comment le fils Dabbâs ose-t-il publier un livre consacré à notre capitale avec des reproductions photographiques portant la mention *Beyrouth - Syrie* ? » La malheureuse réplique que m'a rapportée avec amertume l'ami Fuâd est rendue publique, un an après sa disparition, par un autre passionné du patrimoine photographique national, Badr al-Hâj, dans un entretien accordé à un quotidien londonien². Sans doute le patriotisme cocardier d'al-Jumayyil aurait-il voulu que Dabbâs gommât le mot *Syrie* imprimé

1. Fouad Debbas, *Beyrouth, notre mémoire*, Naufal Group, Beyrouth, 1986.

2. Quotidien *al-Hayât* du 6 juin 2002. Les photographies sélectionnées dans l'ouvrage de Dabbâs ont été prises avant l'annexion de Beyrouth au Grand Liban.

sur les cartes postales et le remplaçât par *Liban*, quitte à falsifier la vérité historique et l'authenticité du document. On se demande simplement par quel miracle de la nature le premier magistrat du Liban pouvait tenir de tels propos où la bêtise le dispute à l'ignorance des éléments les plus élémentaire de l'histoire de son pays dans la pure tradition nationaliste inculte et stupide? Les faits historiques sont têtus, n'en déplaise au président libaniste chatouilleux. Pouvait-il ignorer que son grand-père Amîn (1867-1941), dont il perpétue le prénom, recevait son courrier dans son fief de la montagne avec sur l'enveloppe la mention *Bikfayya - Syrie*? qu'il militait activement dans les mouvements arabistes et syrianisants? qu'en 1917, alors qu'il vivait en Égypte, il contresigna une requête adressée à la conférence de Paix pour réclamer «l'affranchissement de la Syrie de la domination de la Turquie», l'accession de la «Syrie intégrale et unie politiquement et économiquement» à l'indépendance, après une période d'apprentissage sous tutelle française?¹ qu'il œuvrait aussi pour la création d'une confédération syro-libano-palestino-transjordanienne, voire pour une union syro-égyptienne? qu'en tant que médecin, il prit la tête d'un groupe d'intellectuels libanais de renom pour fonder à Beyrouth, en 1920, *al-Majma' al-'ilmi al-sûri*, une académie scientifique qui a choisi l'arabe comme langue officielle et de travail?² Si le petit-fils avait pris la peine de consulter un linguiste débutant avant de se fendre de cette bévue, il lui aurait certainement rappelé que le substantif *Libanais* n'est apparu dans le vocabulaire français qu'en 1914, grâce à l'académicien Maurice Barrès (1862-1923)³, alors que le substantif *Syrien* est attesté dans un texte français imprimé dès 1170⁴. Faut-il lui préciser aussi que le guide touristique de Karl Baedeker

1. Parmi les signataires de la pétition présentée aux délégués des Alliés de la Seconde Guerre mondiale figurent les noms de deux autres notables libanais maronites: Iskandar Ghurayyib et Sulaymân al-Khûri.
2. Quotidien *al-Safir* du 23 octobre 2009. Le comité fondateur de l'académie groupait outre Amîn al-Jumayyil, Jurji Bâz, 'Awni Ishâq, 'Abd al-Bâsit Fath Allâh, Bûlus al-Khawli, Jabr Dûmith, Hasan al-Asîr, Najîb al-Salîbi, Jurjus Safa, 'Abbâs Hamiyya, Bûlus al-Kufûri, 'Abd Allâh al-Bustâni, Philippe de Tarrâzi, Anîs al-Khûri al-Maqdisi et Isbir Chuqayr.
3. Maurice Barrès, *Mes Cahiers*, tome X, Plon, Paris, 1914, page 357 («montagnard libanais») et tome XIV, Plon, Paris, 1922, page 66. Alphonse de Lamartine utilise l'adjectif *libanien* dans son *Voyage en Orient*, tome 2, Paris, 1835, page 149. Mais cette forme ne lui a pas survécu.
4. Thomas de Kent, *Le Roman de toute chevalerie*, édité par Brian Foster et Ian Short, Anglo-Norman Text Society, London, 1976-1977. Cependant, la première occurrence connue du nom générique *Syri* (ou *Siri*) est attestée dès le VI^e siècle après J.-C. Je renvoie à mon ouvrage *Histoire des Orientaux de France du I^{er} au XX^e siècle*, Ellipses, Paris, 2003, pages 15-17. Le substantif est apparu en 1080 sous la forme *Sulian* (*La Chanson de Roland*, éditée par Joseph Bédier, Paris, 1921), puis *Surian* et *Surien* (1210). Voir *Mainet, fragments d'une chanson de geste du XII^e siècle*, édité par Gaston Paris (1839-1903), revue *Romania*, tome IV, 1875, pages 305-337.

(1801-1859), couvrant l'ensemble des pays du Levant, s'intitule *Palestine et Syrie* jusqu'en 1920 et que les *Guides Bleus* (Hachette), consacrés à la même aire géographique, portent le titre *Syrie-Palestine* jusqu'en 1932, soit douze ans après la proclamation du Grand Liban ? Que jusqu'à nos jours aussi plusieurs ouvrages du même genre publiés en Occident s'intitulent *Syrie - Liban ou Syrie - Liban - Jordanie* ? Ne convient-il pas de lui rappeler que l'organisateur de la Croisière Jaune, le directeur des usines Citroën, Georges-Marie Haardt (1884-1932), a ainsi lancé la folle aventure qui partait de Beyrouth pour rejoindre Pékin : « À travers les étendues de plateaux désertiques balayés par les vents, au-delà des cols enneigés, des contrées étranges et à l'intérieur de la mystérieuse et grouillante Chine : voilà ce que sera la route de l'expédition transasiatique Citroën qui doit partir de Beyrouth, en Syrie, en avril [1931] »¹, alors que l'État du Liban existait constitutionnellement et juridiquement depuis plus d'une décennie ? Faut-il enfin lui rafraîchir la mémoire en lui soumettant la coupure d'un quotidien américain qui, en annonçant le décès de Jubrân Khalîl Jubrân, le présente comme un « poète, philosophe et artiste syrien »² ?

Le troisième exemple, qui prolonge les deux précédents, est de la même eau. Il concerne la falsification pure et simple de plusieurs écrits de Jubrân Khalîl Jubrân (1883-1931) par trois universitaires libanais chrétiens (Jamîl Jabr, Amîn Ghurayyib et Henri Milki). Non content de voir l'auteur du *Prophète* évoquer « la Syrie », « les Syriens » et « les peuples syriens » dans un de ses textes inédits, Milki prend la liberté de remplacer ces trois termes par « le Liban », « les Libanais » et « les peuples du monde » (sic)³ ! La supercherie est révélée par le critique littéraire chiite 'Abbâs Baydûn dans un billet orphelin⁴, puis dénoncée par l'écrivain syrien 'Îsa Fattûh (1935-)⁵, mais aucun docte libanais ne juge utile d'épingler les falsificateurs pris en flagrant délit de tromperie et de manipulation historique honteuse.

Le quatrième exemple est le limogeage arbitraire dont est victime le président du Centre de développement et de la recherche pédagogique, Nimr Furayha (1952-). Cet universitaire grec-orthodoxe est chargé, avec une équipe de chercheurs, de rédiger de nouveaux manuels scolaires d'histoire. La réforme est conduite à huis clos de 1996 à 2001 pour garantir aux auteurs la sérénité et l'indépendance requises en la matière.

-
1. Mensuel *National Geographic Magazine*, mars 1931. Parmi les covoyageurs se trouvait le philosophe Pierre Teilhard de Chardin (1881-1951).
 2. Quotidien *The New York Herald Tribune* du 11 avril 1931.
 3. Quotidien *al-Anwâr* du 31 janvier 1982.
 4. Quotidien *al-Safîr* du 16 février 2009.
 5. Mensuel *al-Dâd*, Alep, décembre 2009, page 50. L'historien Jean Dâya rectifie quantité d'erreurs colportées sur Jubrân dans son essai *Lakum jubrânukum wali jubrâni*, Manchûrât majallat Qabb Ilyâs, janvier 2009.

Mais, alors que les deux premiers volumes sont distribués dans les établissements scolaires publics¹ à la rentrée académique de 2001-2002, des historiens de confession musulmane s'aperçoivent que le troisième volume qualifie la conquête arabe du territoire libanais au début du VII^e siècle de *fath* (« occupation, invasion »)², au même titre que le qualificatif qui désigne les occupations étrangères successives. Ils récusent la formule sacrilège à leurs yeux et estiment qu'elle risque de provoquer une *fitna* (« brouille causant un désordre ») à la fois intralibanaise et avec les pays arabes. Les contestataires s'en émeuvent et pressent le ministre de l'Éducation nationale, le sunnite 'Abd al-Rahîm Murâd (1942-), de réagir. Ce dernier refuse d'avaliser le travail accompli et demande le retrait des manuels. Alerté par ces critiques, le gouvernement libanais cherche un compromis et somme le haut fonctionnaire de présenter sa démission, qui devient effective en 2001³. Initialement conçue comme un dispositif mémorial du processus de sortie de guerre, la dernière tentative d'unification du manuel scolaire d'histoire constitue, à la suite de cet épisode, un nouveau lieu de mémoire conflictuelle qui, jusqu'ici intériorisée, n'en apparaît que plus prégnante.

Le cinquième exemple de manipulation historique concerne une figure emblématique de l'Indépendance, le sunnite Riyâd al-Sulh (1894-1951). En 2005, ses descendants décident de commander une biographie hagiographique à plusieurs historiens de renom. Après avoir soumis des ébauches de leurs manuscrits, deux Libanais (Kamâl al-Salîbi et Ahmad Baydûn) et un Français (Jean Lacouture) refusent de se faire dicter la ligne éditoriale par les commanditaires et se récusent poliment. C'est finalement le journaliste anglais Patrick Seale (1930-2014) qui est grassement rémunéré pour rédiger l'ouvrage dithyrambique sous le regard vigilant de la famille patricienne qui lui affecte une secrétaire à plein-temps pour le seconder dans la tâche. L'ouvrage est publié simultanément en anglais, en français et en arabe, par trois maisons d'édition prestigieuses, le tout accompagné d'une campagne publicitaire sans précédent⁴. L'auteur y relate

1. Au Liban, comble de l'aberration, les écoles privées ne sont pas tenues de s'y conformer par souci de « garantir la liberté de l'enseignement »!
2. Le conseil municipal de la bourgade chrétienne de Dayr al-Qamar publie un ouvrage intitulé *Deir-el-Qamar, cité des Émiris* (Cariscript, Paris, 1994) dans lequel la conquête arabe est qualifiée d'« invasion » (page 216) alors que celle des croisés est considérée comme une « arrivée » (page 217). Le dessein des auteurs anonymes est manifeste : suggérer que la première était sanguinaire et la deuxième pacifique. Au Liban, l'interprétation des faits historiques est une affaire à la fois interreligieuse et linguistique.
3. Quotidiens *al-Safir* du 22 octobre 2001 et *al-Akbbâr* du 21 octobre 2008.
4. Patrick Seale, *The Struggle for Arab Independence. Riad el-Solh and the Makers of the Modern Middle East*, Cambridge University Press, London, 2009. Ce faisant, les al-Sulh suivent l'exemple de la famille al-Harîri qui commande des biographies de son idole, dont au journaliste Nicholas Blanford intitulée *The Assassination of Rafik Hariri and Its Impact on the Middle East. Killing Mr. Lebanon*, I. B. Tauris, London, 2006.

l'histoire d'un héros de légende au parcours enjolivé et tait ses omissions, ses compromissions, ses faiblesses et ses arrière-pensées. Si la critique des médias libanais est dans l'ensemble élogieuse, peu d'auteurs acceptent de décortiquer l'œuvre, à l'exception de Badr al-Hâj qui décrypte minutieusement la biographie, rendant le personnage moins flamboyant, plus terne, plus suffisant et plus autoritaire¹.

Le sixième exemple concerne des Libanais du Liban-Sud. La grandiloquence et la supériorité de l'élite chrétienne contaminent cette communauté longtemps rejetée et méprisée et des chercheurs chiites se mettent à travestir la carrière de leur coreligionnaire et inventeur Hasan Kâmil al-Sabbâh (1894-1935), ne se gênant pas de flatter son aura et d'enjoliver les appréciations de ses congénères occidentaux. C'est ainsi que Yûsuf Muruwwa (1934-) et Sa'îd al-Sabbâh (1943-) commettent des essais peu scientifiques rédigés avec un élan émotionnel évident et débordant, flattant le parcours hors pair de leur génie local expatrié en Occident, afin de s'en prévaloir et reconforter l'égo de la communauté. Le chercheur As'ad Abu Khalîl, chiite lui-même et vivant aux États-Unis, fait un sort peu enviable à ces faussaires fanfarons dans un article rigoureux et sans appel, qui soulève leur indignation totalement injustifiée².

Le dernier exemple me chagrine profondément car il me touche personnellement. Fin 1984, je confie un index bibliographique – où je recense les publications consacrées à la première décennie (1975-1985) de la guerre larvée qui ensanglantait alors le Liban – à l'Imprimerie des missionnaires paulistes, à Jounieh. Étant par nature un pacifiste convaincu, par conséquent hostile à cette empoignade collective, sauvage et d'un autre âge, j'affiche sans honte mes préférences et je choisis de placer en exergue de mon ouvrage cette courte dédicace : « À la mémoire de tous les innocents tombés dans cette guerre absurde pour rien. » La fabrique chargée du manuscrit se trouvant au cœur de la zone chrétienne tenue par une formation paramilitaire maronite musclée, un milicien écervelé affilié à cette obédience et travaillant par intermittence à l'imprimerie pour arrondir ses fins de mois difficiles, tombe par hasard sur le premier cahier tiré de l'ouvrage qui comporte l'introduction agrémentée de l'épigraphe jugée sacrilège. Le jeune homme mal dégrossi se croit suffisamment inspiré pour se précipiter chez son supérieur et lui montrer le fascicule, objet du supposé scandale. Ce dernier s'empresse d'alerter le directeur de l'imprimerie, qui se trouve être mon propre père, et lui enjoint fermement d'arrêter la publication de l'ouvrage qu'il juge « hostile à la cause de la société chrétienne ». La phrase incriminée indiquant clairement

1. Quotidien *al-Akbbâr* des 14 et 15 juin 2010.

2. Yûsuf Muruwwa, *Kâmil al-Sabbâh. 'abqari min bilâdi*, Beyrouth, 1956. Sa'îd al-Sabbâh, *Âlim min lubnân*, al-Muassasa al-jâmi'iyya lil dirâsât wal nachr, Beyrouth, 1983. Quotidien *al-Akbbâr* du 16 mai 2015 et du 1^{er} juin 2015.

que je prenais position contre la guerre civile, ce qui est vrai, je me retrouve par un coup de baguette magique traître à la cause des miens (malgré ma laïcité affichée sans honte) et suis considéré, par conséquent, *persona non grata* par les maîtres absolus de la minuscule portion du territoire national qu'ils qualifient abusivement de « zone libre » ou « libérée », et que les journalistes occidentaux préfèrent appeler « réduit chrétien ». Or, rien ne suggérerait dans ma bibliographie que je prenais partie pour ou contre les différents protagonistes impliqués dans le conflit, puisque je renvoyais dos à dos toutes les milices ayant participé au carnage collectif. Pire, croyant que l'essai traite du conflit en cours – alors qu'il s'agit d'un index sec et non commenté qui se contente d'énumérer les ouvrages et les documents consacrés à la sale guerre –, le chef milicien du district ne veut rien entendre et se fait menaçant, sans prendre la peine de jeter un coup d'œil sur l'ouvrage en cours d'impression. Mon père, échaudé par les échos qui lui parvenaient des agissements odieux des miliciens rustres qui ne faisaient pas dans la dentelle, me téléphone à Paris et me supplie d'obtempérer à la demande du pouvoir du fait accompli, afin de mettre la famille à l'abri des éventuelles représailles, d'autant que la radio de la milice s'en est fait l'écho par un matraquage inouï, épaulé parallèlement par une féroce campagne de dénigrement dans la presse écrite locale. Je mesure alors la gravité de la situation et décide de supprimer la phrase jugée assassine mise en exergue de mon ouvrage et de la remplacer par deux mots, « Pour Rouba »¹, et c'est grâce à cette sage formule que ma bibliographie a pu voir le jour². Face à l'ignorance et la bêtise des hommes, la sécurité de mes parents demeurés au Liban valait bien une concession a minima... Des années après les faits, le phalangiste Sij'ân al-Qazzi (1952-) me retrouve à Paris, où il s'est exilé après un conflit au sein de sa formation paramilitaire. « Vous n'avez pas été de notre bord pendant la guerre », me dit-il. Je lui réponds, confirmant sans hésitation son interpellation brutale : « C'est tout à fait vrai, j'ai été contre tous mes compatriotes qui ont pris les armes, hormis les soldats de l'armée régulière, et je le suis encore. A posteriori, mes convictions n'ont pas changé et je pense avoir fait le bon choix tout au long de cette sale guerre civile, celui de la sagesse et du vrai patriotisme. La preuve, vous êtes à présent réfugié en France, reconnaissant implicitement que votre aventure s'est révélée suicidaire pour tout le pays et que ses conséquences ont été catastrophiques, en particulier pour sa composante chrétienne que vous avez défendue. » Je puis assurer que, depuis cette franche explication, nous ne sommes pas devenus amis. Je n'ai pas modifié d'un iota mon opinion sur le déroulement de la guerre fratricide, ce qu'on ne peut pas dire du cadre

1. Ma fille unique, âgée alors d'un an.

2. Abdallah Naaman, *La Guerre libanaise (1975-1985). Essai bibliographique*, Maison Naaman pour la culture, Jounieh, 1985.

du parti¹, car nous n'avions pas les mêmes valeurs et encore moins la même appréciation de l'éthique et de l'action politique.

*

Le rappel de ces faits montre à quel point nombre de Libanais répugnent à regarder leur histoire en face et acceptent à contrecœur les débats contradictoires et les avis divergents. Pire, ils refusent de reconnaître la vérité, fût-elle bien établie et éclatante. Pourtant, pour servir la liberté qu'ils prétendent défendre bec et ongles, on doit justement servir la vérité. Hélas, l'État libanais, pas plus que les autorités religieuses ou académiques, ne s'est jamais montré capable d'entreprendre ce travail de mémoire et d'auto-critique constructive dont l'absence a certainement favorisé et précipité l'éclatement du pays et le délitement de ses institutions. Certes, il n'est pas aisé de tenter le diable. En effet, il fut un temps où quiconque remettant en question les certitudes bien ancrées dans la mémoire collective des Libanais, et qui ont présidé à la formation du pays du Cèdre, était aussitôt suspecté d'anti-libanisme, de tiédeur patriotique, de haine de soi, s'il n'était pas taxé de haute trahison. Il est vrai aussi que la notion d'un foyer chrétien était si bien admise et installée dans la conscience libaniste que toute critique et toute déconstruction de l'imaginaire mythologique qui l'a forgée suscitaient aussitôt des réactions hostiles. Lorsque le dénigrement ne provient pas des milieux chrétiens autorisés, l'accusation d'anti-libanisme fuse comme un anathème et une hérésie. Précisément, cet essai tente de tordre le cou à nombre de légendes et d'idées reçues – que les libanistes élèvent sur un piédestal sublimé et surdimensionné à outrance – et de dégrimer un cliché qui traverse les âges sans débander, quand bien même je suis conscient avec le physicien Albert Einstein (1879-1955) qu'«il est plus facile de désintégrer un atome que de briser un préjugé». Or si «l'art est le plus beau des mensonges», selon l'aveu du peintre Claude Debussy (1862-1918), et si, à en croire le philosophe Friedrich Nietzsche (1844-1900), «la vie a besoin d'illusions, c'est-à-dire de non-vérités tenues pour des vérités», il en est tout autrement de l'écriture historique qui doit rester parée des précautions de la rigueur et de l'honnêteté scientifique, sinon de la totale objectivité qui demeure une chimère.

1. Pour servir ses ambitions, Sij'ân al-Qazzi se rallie au phalangiste dissident Ilyâs Hubayq, proche des Syriens, et s'exile à Paris (1985-2000). Après l'assassinat de son mentor (2002), il rejoint le camp pro-occidental hostile à Damas (2005) puis retourne à son parti d'origine et se présente aux législatives de 2009. Il subit une cuisante défaite et se retrouve sur la touche. Assagi, il reconnaît ses erreurs de jeunesse, met beaucoup d'eau dans son vin et prend langue avec les cadres du Hizbullâh. Il est alors choisi pour représenter son parti au sein du gouvernement formé en février 2014. Le 26 septembre suivant, faisant allusion à la conquête arabe du Levant, il déclare dans une réunion publique : «Notre calvaire a débuté en l'an 632 avec l'application du statut de dhimmitude [aux chrétiens].»

Le problème tient aujourd'hui à la coexistence difficile de deux niveaux de culture événementielle. D'un côté, les universitaires pointilleux, soucieux de consulter toutes les sources disponibles et qui travaillent lentement en gardant la tête froide. Leurs sommes ne sont pas toujours écrites, il est vrai, avec la fluidité nécessaire et sont souvent pourvues de quantité de notes et de digressions qui peuvent décourager le lecteur profane ou pressé. Ils manquent d'aptitude à résumer en une phrase un cas complexe. Ils affectionnent les nuances, là où l'air du temps exige une réponse univoque, alors que l'histoire n'est jamais univoque et raconte le passé tel qu'il fut. De l'autre, les mythographes et les fabliers qui déploient un discours parallèle qui se présente comme historique et vise le grand public, auquel ils prétendent révéler des secrets que les historiens savants lui dissimuleraient... Au Liban, ce sont ces premiers qui sont renvoyés au diable et priés de laisser les générations se réchauffer aux légendes millénaires, apaisantes et réconfortantes. «La vérité, les peuples s'en moquent quand leur identité et leur sécurité sont en cause», déclarent les libanistes faussaires avec ostentation et suffisance. Or, personne, aucune autorité religieuse ou politique, ne devrait avoir le droit d'entraver la recherche de la vérité et d'interdire les interrogations embarrassantes. Cette vérité simple exige aussi une authenticité totale, couplée avec la justice, l'honnêteté et la bonne foi. Tout un programme!

Briser le tabou

L'histoire du Liban, sa justice, ses alliances, sont abordées par les auteurs confessionnels selon ce qui est bon pour chaque communauté/tribu dont le pays se compose. La plupart d'entre eux deviennent experts en manipulations, louvoiements et autres stratégies de survie à court terme. Dès lors, discuter de la genèse du pays du Cèdre est pour beaucoup un acte aussi périlleux et criminel qu'argumenter à propos de leur religion ou de la virginité de leurs sœurs. Ici et là, nous sommes devant des tabous imprescriptibles. Mieux, écrire l'histoire du Liban devient une entreprise privée, une sorte de roman autobiographique dont il importe à tout prix de gommer les zones d'ombre et les épisodes qui déshonorent. Il y a un tabou à ce sujet que personne ne veut vous écouter et encore moins vous lire. Beaucoup ont le sentiment que le jeune État est encore trop faible, trop fragile, trop vulnérable, pour supporter le choc des remises en cause assassines. De tels débats, pense-t-on, risquent de fournir des arguments aux ennemis de la jeune nation et de réconforter la position des pourfendeurs de l'entité balbutiante. Bien plus préoccupant encore est le détournement de certaines légendes à des fins sectaires. L'affectivité des historiens libanais devient pathétique lorsqu'ils se mettent à supplier leurs homologues étrangers de traiter l'histoire du pays du Cèdre avec magnanimité et amour, sinon avec subjectivité et parti pris, alors qu'on devrait s'attendre à ce qu'ils le fassent avec sérénité, objectivité et rigueur.

Ainsi du sociologue maronite Tawfiq Tûma (1920-1998) qui reproche avec humilité à l'historien Dominique Chevallier (1928-2008) d'avoir nié dans sa magistrale thèse¹ «l'originalité de la situation» de la Montagne libanaise «au sein de l'Empire ottoman» et «son autonomie interne» que Tûma estime «séculairement entretenue et défendue au prix d'innombrables vies humaines», ajoutant à l'adresse de Chevallier qu'«il serait peu généreux de ne pas en tenir compte». Reconnaisant que l'historien français est «un ami» du Liban², Tûma l'invite à réviser «sa position blessante [sic] à l'égard d'un peuple que la France elle-même a souvent soutenu dans sa lutte pour protéger l'autonomie de son territoire», avant d'ajouter en lui reprochant sa «partialité»: «Je souhaite que ce mot amical, s'il ne réussit pas à porter M. Chevallier à changer de perspectives, ne provoque ni ne réanime des polémiques inutiles, mais qu'il soit un message à tous ceux de mes compatriotes ou des amis de mon pays qui se pencheront *objectivement* sur le passé du Liban.»³ Cette réaction misérable souligne le caractère apologétique et passionnel de la littérature historique du pays du Cèdre, la dimension édifiante et anachronique des œuvres produites, leur insistance à défendre sa prétendue perpétuelle spécificité, mais aussi leur lourd silence sur les doutes, les erreurs, les épisodes moins glorieux, sans compter l'action de ceux qui, à dessein, se proposent de falsifier les faits dans le but de servir des projets dangereux et subversifs, ou de justifier ou gommer des comportements détestables et des alliances compromettantes qui se révèlent, par la suite, suicidaires. Légitimement, les historiens méticuleux attendent pourtant, non des affirmations à l'aplomb gratuit, ni des incantations propitiatoires, mais des réfutations argumentées, et c'est pourquoi, le plus souvent, ces historiens tatillons – et leurs lecteurs – restent sur leur faim. En bref, un chercheur qui se penche sur la formation du Liban doit tomber amoureux de ce pays et lorsqu'il décide d'écrire, il doit impérativement se conformer à l'air du temps et suivre le chemin idéologique tracé par les auteurs libanistes... Ne pas combler leurs vœux, c'est donner la preuve d'une subjectivité douteuse et détestable, voire d'une trahison condamnable et d'une animosité qui ne sied pas aux vrais amis du pays du Cèdre!

-
1. Dominique Chevallier, *La Société du Mont Liban à l'époque de la révolution industrielle en Europe*, Paul Geuthner, Paris, 1971.
 2. Lors de ses obsèques, auxquelles j'ai assisté, à Paris, le célébrant a déposé une branche d'un *Cedrus libani* sur le cercueil, conformément aux dernières volontés de l'historien, geste hautement symbolique qui témoigne de son profond attachement au pays du Cèdre, contrairement aux insinuations de son détracteur Tawfiq Tûma. Quelques semaines avant sa disparition, à l'issue d'un déjeuner offert en son honneur à l'ambassade du Liban, Dominique Chevallier prend congé et nous dit en guise d'adieu: «Transmettez mes salutations à mes amis libanais.»
 3. Toufic Touma, *Paysans et institutions féodales chez les druzes et les maronites du Liban du XVII^e siècle à 1914*, Publications de l'Université libanaise, Beyrouth, tome I^{er}, 1971, page 407. Le mot en italique est de l'auteur cité.

En traitant ce délicat sujet, il faudrait pourtant faire le pari de garder la tête froide et l'esprit serein. C'est posément, sans hâte ni parti pris, que l'on devrait examiner les éléments constitutifs qui ont jalonné l'histoire de ce pays. Aujourd'hui, rien de tel n'est plus difficile à entreprendre face à des événements qui se déroulent parfois sous nos yeux. En ce domaine, les emportements dénonciateurs sont exactement symétriques des complaisances que l'on manifeste pour cette histoire, réelle ou imaginaire. Il est vrai que les guerres civiles, succédant à des décennies de crispations et de suspicions, nourrissent les raideurs des protagonistes et ne facilitent pas la tâche des historiens rigoureux. Trouvant dans un passé récent quelques bonnes raisons à cela, le discours fanatique et exacerbé n'en finit pas de désigner les uns et les autres à la vindicte publique et à la trahison.

Les contributions historiques produites par les auteurs libanais sont souvent sélectives, partisans et truffées de préjugés, d'anachronismes et d'approximations. Une plongée salutaire s'impose pour mettre à nu quantité de mythes et de légendes. Certes, les légendes ne sont pas l'apanage des Libanais et ne se laissent pas autopsier facilement. L'action qui les propulse est souterraine et de nombreuses causes peuvent en être à l'origine. Ceux qui s'emparent d'une anecdote le font sans scrupule. Ils participent par leurs accumulations et retouches successives à lui donner les caractéristiques du vraisemblable, sinon du vrai. Avec le recul, son existence prend forme et consistance et devient incontestable. Les mythes sont surtout indécrottables. Ainsi de l'historicité de Jésus. Lorsque le moine Denys le Petit (470-544) tente de fixer la date de naissance du Christ, afin d'établir le début de l'ère chrétienne, il se trompe de quelques années et ne peut la faire correspondre à l'an 0, l'Occident ne connaissant pas encore le zéro, et pour cause ! La date de naissance de Jésus est devenue l'an Un de notre ère. Ainsi aussi de la légende de la papesse Jeanne, dont le pontificat supposé est placé entre 855 et 858. Cet exemple singulier est une fable grossière que n'a retenue aucun historien sérieux. Le plus curieux est de constater que l'Église catholique elle-même s'en accommode fort bien parce qu'elle lui permet de justifier l'interdiction faite à la femme d'accéder au sacerdoce et a fortiori au trône de Pierre. On sait aujourd'hui que cette légende n'a existé que dans l'imagination fertile des misogynes. Il en est de même du problème des frères présumés de Jésus. Négligeant ce que dit l'Évangile selon Marc, l'Église laisse entendre, pendant de longs siècles, que Jésus était le fils unique de Marie et de Joseph. Or l'évangéliste indique clairement que le Christ avait des frères et sœurs et mentionne même leurs noms¹. Si l'on veut lire honnêtement le Nouveau Testament, on doit en conclure que Marie est restée vierge jusqu'à la naissance de Jésus. On ne peut donc fonder sur la Bible la doctrine de sa virginité perpétuelle, à moins de tordre les Écritures jusqu'au point de rupture. Les auteurs catholiques font tout ce qu'ils

1. Évangile de Marc, chapitre XIII, versets 55-56.

peuvent pour trouver des excuses leur permettant d'expliquer pourquoi Jésus avait une fratrie, tout en affirmant que Marie est restée vierge toute sa vie. Si l'hypothèse d'une famille nombreuse reste discutable et plausible, la légende plus séduisante de l'enfant unique a la vie dure et c'est pourquoi elle perdure depuis deux millénaires. De même, l'analyse radiocarbone du controversé suaire de Turin et sa datation entre 1260 et 1390 affirment son origine médiévale et démentent la théorie d'un linge ayant enveloppé le corps du Christ¹. Malgré les révélations des nouveaux travaux du géophysicien Timothy Jull (1951-), qui viennent confirmer cette datation tardive², la polémique continue et l'analyse demeure sujette à caution, comme par exemple la réfutation du dogme évolutionniste de Charles Darwin³. Que faut-il de plus pour éteindre la polémique ? Les chercheurs sceptiques affirment que l'avenir annoncera certainement son lot de surprises...

Il est vrai que les conflits libanais sont d'une complexité déconcertante, car ils mettent en jeu de multiples dynamiques, mobilisent des intérêts contradictoires et cristallisent d'innombrables passions. Des auteurs attentifs, peu suspects de complaisance et généralement étrangers au pays du Cèdre, ironisent sur la naïveté de cette conception primaire et sectaire d'aborder le problème. Si l'on parle d'extravagance, c'est à dessein. En effet, il est grand temps de démonter les mécanismes de construction des identités libanaises superposées et de dévoiler le glacié d'amalgame et de désinformation de la vision primaire et passionnelle de bien trop de Libanais et de non-Libanais d'aujourd'hui. La problématique d'indépendance du pays porte à la fois sur la définition de son identité et sur les causes et les conséquences de ses drames périodiques. Cette littérature historique est un sottisier instructif où s'énonce et s'égrène, en contrepoint de la question libanaise vue dans un prisme étroit, la question de l'histoire du Liban dans sa totalité, telle que se la pose surtout sa composante chrétienne au tournant du XIX^e siècle. La façon dont la majorité des historiens la traite, s'interrogeant non sur les moyens de s'affranchir du modèle patriarcal, mais sur les raisons d'assurer sa survie, au cœur de la modernité et du mondialisme, laisse pressentir l'issue de la crise identitaire du pays : irrésolue et aléatoire en temps de paix, elle se referme en temps conflictuel, quand la guerre rétablit vite des clivages spectaculaires entre les aspirations et les fantasmes des principales communautés constituantes, chacune jalousement bercée et bien pétrie de ses certitudes hautaines ancestrales d'un autre âge.

La suffisance rétrospective est le fait d'essayistes libanais pressés qui prétendent se référer à une documentation savante ou présumée telle. On

-
1. Hebdomadaire *Nature*, octobre 1988.
 2. Mensuel *Science & Avenir*, Paris, janvier 2011.
 3. Dans son ouvrage *De l'origine des espèces par voie de sélection naturelle* (1859), le naturaliste Charles Darwin (1809-1882) démontre la mutation et l'adaptation des espèces naturelles par un processus de longue haleine. Ses conclusions impliquent de revoir à la hausse l'âge de la Terre. Ce faisant, il initie une véritable révolution et contredit les vérités de la Bible.

ne prendra ici aucun exemple caricatural. Mais, au-delà de la cocasserie involontaire ou délibérée, il convient de noter que ces excès de langage reflètent, sur le mode faussement érudit, une désinvolture hélas trop répandue sous la plume de ces auteurs qui témoignent souvent d'une accoutumance contemporaine à l'approximation, assez désastreuse pour la pensée. Quiconque prend la peine de revisiter les textes, les débats d'époques ou les travaux des spécialistes, en conçoit un peu d'agacement. Ces remontrances hâtives consistent en définitive à intervenir rétrospectivement contre un camp au profit de l'autre ou contre un groupe à l'avantage d'un autre. Elles reviennent à questionner le passé au nom du présent pour lui servir de référence, sans être arrêtées une seule seconde par l'anachronisme de la démarche. Elles font mine de poser comme acquise une histoire distincte au demeurant récente, un point de vue prodigieusement nouveau au regard de l'Histoire : l'individualisme. Il y a une commodité enivrante et gratifiante à dénoncer ainsi, à des siècles de distance, l'oppression religieuse de l'autre pour glorifier, par ricochet, la bravoure de son propre camp, sa spécificité, sa physionomie particulière, sa permanente rébellion et son éternel irrédentisme. On dirait que la conception de l'histoire s'apparente chez nombre d'auteurs libanais à une profession de foi en une idée imaginée ou fantasmée de leur pays, plus qu'à une lecture objective et attentive des fondements constitutifs réels de la formation de son identité. Sont-ils assez naïfs pour ignorer l'existence des autres « Liban », ceux de la façade, de l'argent roi, du droit bafoué, de l'inégalité des chances et des ambitions légitimes, du vieil esprit clanique et tribal, de l'incivisme invétéré, du pharisaïsme hypocrite, des fascinations immédiates, de l'âpreté au gain rapide... que sais-je encore ? Sans doute ont-ils jugé que la petite nation, au sortir des épreuves, était encore trop fragile pour qu'on lui infligeât le rappel de ces vérités primaires peu glorieuses et moins propres à les enhardir.

Ce n'est pas tout. De nouveaux exégètes se désolent de ce que d'autres auteurs interprètent mal ou différemment un même événement et restent fâcheusement prisonniers des erreurs accumulées et ânonnées à tous les vents, siècle après siècle. À la vue de cela, l'esprit le moins porté à la controverse se rebelle au nom de la simple raison. Il résiste à la thèse trop simple sinon simpliste, trop condescendante aussi, qui voudrait qu'un historien, par l'effet d'on ne sait quelle étourderie, eût commis une confusion dans l'analyse d'un document, ou qu'un autre eût infléchi sa lecture sous le coup de ses arrière-pensées partisans ou subjectives. Bref, il nous est demandé d'admettre sans discussion – ce serait si facile, si reposant, si rassurant – l'idée selon laquelle, par exemple, telle communauté chrétienne s'est obstinément maintenue dans sa fidélité à l'orthodoxie romaine, tout au long des siècles, alors que nous savons depuis des lustres qu'il n'en est strictement rien. Ignares ces gens ? Naïfs ces lointains ancêtres ? Tendancieux ces historiens de bas de gamme ? En réalité, à travers ces remontrances et ces affirmations apocryphes qu'elle adresse au passé, à travers des textes que tout simplement elle ne sait plus

lire, cette historiographie sélective parle maladroitement d'elle-même et se cherche à tâtons dans la confusion de l'amnésie. Son interprétation des écrits du passé reflète en réalité un moment de l'Histoire, tout en exprimant une quête qui, parfois, n'a pas conscience d'elle-même. L'empressement dénonciateur d'aujourd'hui est d'abord un symptôme d'incertitude et de désarroi. Rien de plus, rien de moins.

« L'Histoire peut-elle enseigner la paix ? », se demande en 1999 une émission française radiodiffusée. Assurément, répond l'historien, à condition d'en avoir une. Le drame c'est qu'au Liban on voit, parfois dans un même village, des écoliers apprendre dans les manuels scolaires des récits relatant différemment l'histoire de leur pays. Ici, les versions conflictuelles et contradictoires des faits sont légion. Plusieurs batailles cruciales restent des enjeux de mémoire, métamorphosées en actes politiques ou de bravoure pour les uns, en trahison et défaite cuisante pour les autres. Des chefs sont adulés comme des héros par les uns et considérés comme des traîtres et des vendus par les autres. Que pèse dès lors la réflexion disciplinaire face aux fanatismes exacerbés et aux haines centenaires ? Le Liban et les pays du Levant en général n'ont pas fini aussi de payer leurs rectifications de frontières fantaisistes et leurs transferts forcés de populations. La science historique, qui cherche à nuancer, à comparer, à relativiser, à faire comprendre les différences, les évolutions et les mouvements de fond, ne lutte pas à armes égales contre les vieilles discordes recuites et resservies dans une histoire tragique, sinon toujours sanglante. De plus, les communautés libanaises instrumentalisent leur histoire et mettent le passé au service d'une mémoire contournée, sectaire et apocryphe. L'exaltation nationaliste est par nature simplificatrice, alors que la démarche raisonnée exige un effort intellectuel sans a priori. La connaissance rejoint ainsi l'idéal démocratique, qui, en favorisant l'expression de tous, permet de surmonter les rancœurs. Enseignée avec un minimum de rigueur, l'histoire devrait au contraire contribuer à l'acceptation de l'autre, du différent, l'être humain étant remis à sa juste place dans la hiérarchie des valeurs. Au Liban surtout, il en a souvent été autrement et peu a été entrepris, jusqu'ici, pour que naisse enfin un mouvement d'autocritique qui effraie encore quantité d'auteurs libanais.

Il est temps que les historiens libanais, soucieux de vérité et désireux de transmettre aux générations futures des informations fiables susceptibles d'éclairer leur chemin, se posent les questions douloureuses, sans pour cela remettre en cause l'existence du pays, ni faire preuve de manque de patriotisme. Ce n'est pas parce que nous critiquons le mythe de la descendance phénicienne que nous voilà nécessairement devenus les hérauts du panarabisme, les apôtres du panislamisme, voire de l'intégrisme militant et fanatique à la mode jihâdiste ou iranienne. Ce n'est pas non plus parce que nous rejetons certains choix idéologiques qui ont, à notre sens, contribué au suicide d'une frange de l'élite libanaise, que nous applaudissons pour autant

aux agissements cruels et aux exactions des autres fractions combattantes de la société (les autres milices). Certains arguments ont ouvert la voie à des auto-justifications, régénérant un système complémentaire qui s'est développé avec autant de fermeté et d'aveuglement. Tant que ce double dévoiement idéologique restrictif et revendicateur existera, les risques d'éclatement du pays du Cèdre resteront considérables. Il appartient aux intellectuels de les souligner, plutôt que de croire les résoudre en les ignorant, en les occultant ou encore en les dissimulant par la politique de l'autruche, derrière des errements néfastes et des travestissements grossiers des faits historiques établis, au nom d'une prétendue prescience quasi divine. Une vaste entreprise de démystification est désormais de rigueur et des interrogations salutaires sont nécessaires. En un mot, il est temps de faire le point et l'on aimerait une bonne fois pour toutes régler le compte à ces rumeurs mythiques, proposer une catharsis des données historiques héritées de siècles de débats et en exorciser les survivances, si tant est qu'il s'agisse de survivances. Cela nécessite d'opérer fatalement un choix, lequel est ici éminemment personnel. Certaines de ces questions ne sont pas encore élucidées et il n'est pas sûr qu'elles le deviennent à l'avenir. Malheureusement, il n'y a jamais une totale bonne foi quand on se confronte à l'histoire du Levant en général, et à celle du Liban en particulier.

Une approche personnelle

Il peut paraître bien fat celui qui décide d'écrire l'histoire d'un pays, des origines à nos jours, et d'oser aborder de front une longue période, sous tous ses aspects, intégrant d'autres disciplines (l'archéologie, la linguistique, la généalogie, l'anthropologie) et utilisant des sources variées. Il est vrai que d'aussi loin qu'il m'en souviennne, je me suis passionné pour l'histoire du Levant. De cela, je n'ai guère besoin de m'expliquer, tant cette région riche, qui se trouve être aussi celle de mes origines, a de quoi fasciner les esprits. « Depuis quelque temps, j'emploie de plus en plus le mot "je" dans mes livres. C'est ma façon d'avertir mon lecteur. Je ne prétends pas lui transmettre la vérité, mais lui suggérer le probable, placer devant lui l'image que je me fais, honnêtement, du vrai »¹, écrit l'historien Georges Duby (1919-1996). Toute analyse historique implique ainsi une part d'engagement personnel et un certain parti pris. Autant s'en expliquer tout de suite et sans ruse. Le mien est tout entier contenu dans le titre du présent essai qui s'inspire de l'œuvre du maître à penser Edmond Rabbâth. La fréquentation (essentiellement épistolaire) de l'homme peut donner l'impression de la proximité quotidienne. Nous savons cependant que l'histoire objective n'existe pas et, malgré toutes

1. Georges Duby, *L'Histoire continue*, Éditions Odile Jacob, Paris, 1991, page 81.

les précautions d'usage, sans doute ai-je été tenté de suivre une partie de ses conclusions tout en projetant sur le sujet que je traite mes propres interrogations, mes critères et mes convictions profondes. Mon lecteur est donc averti. L'honnêteté intellectuelle, le désir d'équité et le souci de la vérité historique m'imposent de préciser, dès l'abord, que je suis un militant de la cause démocratique et laïque, que je ne trouve rien de déshonorant à revendiquer une triple appartenance levantine, arabe et méditerranéenne de bon aloi et que j'éprouve une profonde répulsion à l'égard de toute conception communautariste de la vie publique. Et cependant, libre de toute attache partisane ou institutionnelle, je ne me suis jamais affilié à un parti politique ou à tout autre courant idéologique, et je reste soucieux de m'astreindre à maintenir un esprit critique vigilant, refusant toute pensée unique, d'où qu'elle vienne, ne pratiquant ni la convenance ni la révérence et encore moins la connivence. La laïcité et la démocratie ne sont-elles pas, en substance, essentiellement générosité et ouverture aux autres? Si j'avoue que, né dans une famille chrétienne, je me situe intellectuellement hors de tout système de croyance, je dois m'empresse d'ajouter que je ne renie pas pour autant la religion de mes parents et encore moins une levantinité à laquelle je suis et resterai attaché et toujours fier d'appartenir. Parallèlement à mon identité levantine, je revendique aussi des affinités culturelles et sociales méditerranéennes de proximité, enrichissantes et complémentaires, non sans une légitime satisfaction. Au demeurant, je crois que la connaissance scientifique triomphante et fascinante trouvera un jour ses limites. En dépit de ses immenses succès, la science ne pourra pas donner une réponse à la question posée par le philosophe Gottfried Wilhelm Leibniz (1646-1716): «Pourquoi y a-t-il quelque chose plutôt que rien?» Je pense aussi qu'elle ne pourra jamais se prononcer sur ce qui a pu précéder le big bang et j'admets avec le théologien Hans Küng (1928-) que «celui qui reconnaît qu'il ne peut voir derrière le rideau n'a pas le droit d'affirmer qu'il ne s'y trouve rien.» Enfin, peu importe que l'on soit croyant ou pas, en un sens nous le sommes tous, à titre personnel et intime, puisque nous croyons à quantité de valeurs spirituelles, que nous puisons librement dans toutes les religions et les spiritualités, pour peu qu'elles contribuent à assurer à tout être humain l'intégrité et l'épanouissement de sa personne, le bonheur, la liberté et une égale dignité. Le reste n'est pour moi que mythologies, superstitions, accommodements, espérances, pis-aller ou bavardage creux.

L'histoire que je livre est une démarche subjective qui se revendique comme telle. Je ne m'omets pas de mon œuvre, écumant des centaines de documents, sillonnant le petit pays à la recherche des témoins, donnant une place aux récits des gens ordinaires, des petites gens dont le point de vue s'exprime rarement dans l'histoire officielle. C'est ce qui en fait peut-être l'originalité et le sel, tant j'ai eu la chance de croiser des personnes, qui chacune à sa façon livre une confiance éclairante sur les événements

contemporains. Dans cette approche, je n'ai pas la présomption de reconstituer une histoire exhaustive du Liban, mais j'entends la considérer à partir du moment où la physionomie géographique du pays a commencé à se dessiner. Cependant, si je choisis de rendre compte aussi des périodes antérieures, allant de l'Antiquité la plus ancienne au Moyen Âge, ce n'est point pour prétendre l'érudition, mais bien parce que les représentations du Liban sont souvent surchargées de références plus ou moins fantaisistes à ce passé lointain, à commencer par la croyance en une histoire ininterrompue et une renaissance permanente, nourries par une continuité indépendantiste supposée qu'il convient sans cesse de relativiser, sinon de contester. Près de cinquante années passées au service de la culture de mon pays, dans les deux secteurs public et privé, m'auront au moins appris une chose : au Liban, l'espace de liberté n'a cessé, durant ce laps de temps, d'aller en diminuant, telle peau de chagrin. Ce constat laisse libre cours à la pensée unique qui détruit, comme les totalitarismes, les plumes et les bouches tentées de s'opposer à cette espèce d'auto-contrôle de l'information d'un autre temps. De nos jours les espaces de franchise invitent beaucoup à la résignation. Fallait-il pour autant que je m'abstienne, à mon tour, et que je remise mes notes accumulées au fil des années ? Telle n'est pas mon intention. Ma religion est faite, il y a belle lurette : il faut chercher la vérité sans relâche et sans faiblesse. Et puis, à tout prendre, nous savons que les vrais militants de la liberté et de la vérité défendent souvent des causes utopiques ou perdues. Pour ma part, j'accepte le pari.

Encore un mot, qui est de rigueur, pour éviter un fâcheux malentendu. Une vie d'écriture m'a appris à me méfier des mots, les plus limpides étant parfois les plus traîtres. Je suis chrétien par circonstance, laïque par conviction et hostile à tout fanatisme. Laïque certes, mais point athée, et lorsque je milite pour que le Liban, et à travers lui l'ensemble du Levant, dépasse l'appartenance confessionnelle et accède à la citoyenneté pleine et entière, je ne dis pas qu'il faudrait nécessairement transcender et escamoter la religion, et encore moins l'occulter ou la combattre. Cela est d'ailleurs absurde, tant il est vrai que plus la Science progressera, plus l'homme s'interrogera sur la finalité de la vie. Je reste persuadé, pour ma part, que la Science finira bien par maîtriser le *comment* et cependant elle n'aura jamais raison du *pourquoi* des choses. Par ailleurs, qui peut nier qu'une part importante des valeurs humanistes et universelles trouve son origine profonde dans le monothéisme des fils d'Abraham, sans parler de l'apport également enrichissant des autres spiritualités orientales ?

À présent, je voudrais conduire cette réflexion sereinement et le plus loyalement possible. Ce faisant, je me propose de poser sur les questions délicates du Liban un regard à la fois rigoureux, attentif et généreux. Dans cette démarche, je m'efforcerai de respecter une scrupuleuse équité. Ni hostile, ni complaisant, ni surtout condescendant. Je suis conscient que je me jette à

l'eau, en tentant d'être honnête, à défaut de prétendre à l'objectivité qui n'est pas accessible en ce monde, loin s'en faut. Sur ce sujet, il faudrait en effet faire le pari de garder la tête froide et l'esprit calme. C'est posément, sans hâte ni parti pris, qu'on doit examiner les questions fondamentales. Il est vrai que la dernière guerre civile libanaise, succédant à de longues décennies de crispation et de méfiance, n'arrange rien et ne facilite point la réflexion. Mais le défi mérite d'être relevé. Je m'y engage avec détermination, sinon avec obstination. J'ajoute que l'objectivité honnête que je recherche n'implique pas un manque de sympathie pour ce pays, qui est le mien, mais ma sympathie n'est pas exclusive, puisqu'elle s'efforce de n'être ni partielle ni aveugle. De plus, depuis que je suis de près l'histoire de ce peuple, il m'est arrivé de le trouver injustement jugé et parfois méprisé, surtout incompris. L'intérêt des puissances pour le Liban meurtri a été à éclipses et plus souvent rhétorique que réel, surtout mercantile et intéressé, pas toujours à raison. En essayant de le défendre, je me suis sans doute attaqué à ses mythes et à ses défauts plus qu'à ses atouts et succès, pourtant éclatants et parfois prodigieux. Mais il est vrai aussi qu'on parle peu des trains qui arrivent à l'heure et que mon propos principal est de parler précisément des autres trains qui arrivent en retard...

De l'histoire en général

Parmi les activités de l'esprit, l'histoire est une des dernières à définir ses principes et à se constituer en discipline indépendante. Certes, elle reste subjective et c'est pourquoi on lui refuse le caractère de science. L'historien doit s'efforcer d'être indépendant, aussi objectif que possible, honnête, rationnel, impartial, tolérant et prudent. Cette prise de conscience remonte à Hérodote (v. 484-420 av. J-C) et à son contemporain Thucydide (v. 460-ap. 395 av. J-C). Avec une curiosité infatigable, ces deux pères de l'histoire relatent les faits avec rigueur et font appel à toutes les sources du savoir pour les étayer. Pratiquant une méthode d'information historique globale, ils se font tantôt compilateurs, tantôt archéologues ou épigraphistes, tantôt anthropologues ou économistes avant la lettre, observant et questionnant sans relâche, confrontant les sources recueillies dans les cités ou les sanctuaires et restant surtout sur leurs gardes. «Je suis tenu, disait l'honnête Hérodote, de rapporter ce qui se raconte, mais je ne suis nullement tenu d'y ajouter foi.» Et le curieux et probe d'ajouter: «Pour moi, je ne refuse pas de croire ce qu'on raconte... et je n'y crois pas trop non plus... Est-ce vrai? Je ne sais, j'écris ce qui se dit. Mais tout est possible...»¹ Vingt-trois siècles plus tard, le philosophe Ernest Renan (1823-1892) écrit: «Le talent de l'historien consiste à faire

1. Hérodote, *Histoires*, Livre IV, 96 et 195.

un ensemble vrai avec des traits qui ne sont vrais qu'à demi. »¹ Certes, la solidarité du clan, qui est sa principale garantie de survie, s'inscrit dans la mémoire collective et lui dicte son comportement dans l'intérêt commun du groupe. Le flou du souvenir sollicite le travail de l'imagination et favorise la constitution du mythe, combinaison du passé réel et de l'imaginaire. Le groupe s'en empare, l'enrichit par la parole, le pérennise par le rite, et les peuples restent ainsi longtemps prisonniers de leur héritage partagé. Fort heureusement, l'histoire s'est progressivement affranchie du mythe à la faveur d'une longue évolution, grâce à l'appétit des connaissances, le développement des documents et la curiosité naturelle des hommes. Ce sentiment inné, particulièrement vif chez les Grecs, est alors ordonné en des ensembles cohérents. Dans un monde où la religion est restée longtemps fondement de la société, il était normal que l'histoire des dieux précédât l'histoire des hommes dans la conscience populaire.

Un débat méthodologique s'engage entre deux écoles au sujet de la meilleure approche de l'Histoire. Quelle part convient-il de faire à l'inédit ? Les uns pensent que la masse des faits et des renseignements connus suffit pour fournir le thème d'une philosophie éloquentes et utile de l'Histoire. Le polygraphe Jules Michelet (1798-1874), par exemple, n'était pas un grand fouilleur d'archives, et pourtant la provende offerte à lui par la documentation antérieure avait suffi à échauffer son génie. Une puissante imagination, une haute faculté de synthèse, des dons exceptionnels d'écrivain, une rigueur à toute épreuve, avaient été les moyens de la grande œuvre laissée par lui. On pourrait dire autant, dans la sphère levantine, du polyvalent Edmond Rabbâth (1902-1991) dont la préoccupation initiale était plus juridique qu'historique. D'autres auteurs, tourmentés par l'insuffisance de la documentation, estiment que nous ne savons guère de notre passé que ce qu'a laissé filtrer la prudence officielle, l'intrigue de cabinet, la passion partisane, l'ingéniosité pittoresque, la répétition scolaire et surtout le fait du prince qui occulte allègrement, pour servir ses propres desseins, tout ce qui dessert l'intention première de son historien de service, lui-même agissant souvent comme un employé dévoué du prince. Ce courant, qui critique les méthodes de l'école historique, recommande la recherche incessante du document. Augustin Thierry (1795-1856) s'inscrit dans ce sillage et cependant son souci d'un récit vivant a parfois nui à son esprit critique et à son objectivité. Sur la même voie on retrouve aussi le rigoureux Charles Seignobos (1854-1942) qui s'impose comme le maître à penser de toute une génération d'historiens français. Affirmant pour principe que « tout ce qui n'est pas prouvé doit rester provisoirement douteux », ce dernier exclut de ce domaine tout ce qui peut prêter à des interprétations subjectives et fantaisistes.

1. Ernest Renan, *Vie de Jésus*, Michel Lévy Frères, Paris, 1863 (Préface).

Dans l'Orient de jadis et de naguère, l'histoire fut longtemps tribale, puis familiale et religieuse, avant de devenir communautaire et tardivement nationale. S'agissant de celle du Liban, telle que nous la connaissons, elle égare et abuse la crédulité du chercheur. Il est manifeste que la question exige un contrôle plus sévère des éléments constitutifs, et le devoir de rigueur scientifique impose de remonter à l'origine des actes et aux pièces authentiques, impliquant la lecture exhaustive des documents disponibles, ce qui n'est pas à la portée d'un seul homme, fût-il le plus méticuleux des bénédictins. L'histoire du Liban moderne ressemble aussi à l'auberge espagnole : chaque communauté y trouve ce qu'elle apporte, ou, plus exactement, ce qu'elle veut ou voudrait y trouver, quitte à émettre, soutenir ou diffuser les plus grotesques contrevérités. De plus, cette histoire est longtemps restée l'apanage d'auteurs chrétiens, jusqu'à l'aube du xx^e siècle¹. Plusieurs d'entre eux sont de surcroît prêtres et diacres et ont tendance à dire avec suffisance : « Nous faisons l'histoire du Liban et nous la consignons dans des livres. » On peut rattacher à cette école l'œuvre d'Istifân al-Duwayhi (1630-1704), Hanânia al-Munayyir (1756-1823)², Ahmad Haydar Chihâb (1761-1835), Nîqûla al-Turk (1763-1828), Ibrâhîm al-'Awra' (1796-1863), Tannûs al-Chidyâq (v. 1794-1859), Qustantîn Tarâbulsi, Rûfâil Karâma, Mansûr al-Hattûni, Antonius al-'Ayntûrîni (1757-1821), Yûsuf 'Awwâd, Antûn Dâhir al-'Aqîqi, Mîkhâil Muchchâqa (1800-1888), Yûsuf al-Dibs (1833-1907), Ilyâs Sâlih al-Qattâr (1839-1885), Ibrâhîm al-Aswad (1855-1940), Jamîl al-Mudawwar (1862-1907), Na'ûm Chuqayr (1863-1922), 'Isa Iskandar al-Ma'lûf (1869-1956), Butrus Chibli (1870-1917), Qustantîn al-Bâcha (1870-1948), Habîb al-Zayyât (1871-1954), Salîm Khattâr al-Dahdâh (1871-1934) et son fils Najîb (1914-1984), Butrus Ghâlib (1878-1931)³, Bûlus Mas'ad (1878-1946), Bûlus Nujaym (1880-1931), Jurji Bâz (1880-1959), Lahad Khâtîr (1881-1975), Michel Chibli (1897-1962), Asad Rustum (1897-1965), ou celle de Yûsuf Ibrâhîm Yazbik (1901-1982), Fuâd Afrâm al-Bustâni (1904-1994), Chafîq Juha

1. À une notable exception près, celle du Palestinien sunnite Ahmad al-Khâlîdi al-Safadi (décédé en 1624), auteur de *Târîkh al-amîr Fakbr al-Dîn al-Ma'ni*, publié par Asad Rustum et Fuâd Afrâm al-Bustâni, Beyrouth, 1936. Nouvelle édition sous le titre *Lubnân fî 'abd al-amîr Fakbr al-Dîn al-Ma'ni al-thâni*, Publications de l'Université libanaise, Beyrouth, 1969. Dans la période médiévale, deux historiens musulmans se distinguent : Sâlih ibn Yahya al-Buhturi al-Tanûkhi (mort après 1453) et Hamza ibn Subâth al-'Alayhi (mort après 1520). Au xix^e siècle enfin, l'historien druze Husayn Muhammad Nâsir al-Dîn (1819-1887) laisse une œuvre manuscrite.
2. Il descend d'une famille grecque-catholique d'Alep, installée dans le Kisrawân au xviii^e siècle. Son proche parent Ilyâs (1810-1883) participe activement à la jacquerie paysanne qui se soulève contre les féodaux al-Khâzin (1858-1860).
3. Grand serviteur maronite de la France mandataire, il lui exprime sa fidélité dans un essai intitulé *La France, amie et protectrice*. Sévèrement critiqué par le chaykh Sâlih al-Madhûn, il lui répond par un pamphlet intitulé *al-Bayânât al-wâfiya 'ala sadiqa wa mubâmiya*.

(1912-2011), Henri Abu Khâtir (1919-2008)¹, Tawfiq Tûma (1920-1998) et Antoine Hamîd Mûrâni (1930-2012). La plupart de ces auteurs chrétiens, en majorité maronites, tiennent l'écriture de leur histoire entre les mains, la travestissent parfois, et en présentent l'esprit libanais comme étant sa prétendue ressemblance, laissant à craindre qu'avant longtemps les citoyens libanais devront prendre cette appropriation sélective pour le reflet de l'image prégnante du pays tout entier.

Cette approche exclusive domine la production historique libanaise aux XVIII^e et XIX^e siècles. Mieux, un essai consacré à la spécificité libanaise dans les œuvres des penseurs du pays du Cèdre analyse le cheminement de sept idéologues et historiens chrétiens : Antûn Sa'âda, Yûsuf al-Sawda, Michel Chîha, Jawâd Bûlus, Charles Mâlik, Sa'id 'Aql et Kamâl al-Salîbi. Le choix de l'auteur (maronite lui-même) cherche à accréditer l'idée, encore largement répandue parmi les Libanais présumés bien pensants, que seuls les intellectuels chrétiens défendent une physionomie particulière du pays du Cèdre, même s'ils ne partagent pas tous la même définition de cette spécificité². Il en est de même lorsqu'on juge le patriotisme des écrivains libanais : le compte n'y est pas et la parité non plus. En 1973, le ministre de l'Information (l'arménien-orthodoxe Khatchig Babikian) charge le polygraphe maronite Fuâd Afrâm al-Bustâni de sélectionner des textes patriotiques pour célébrer le 30^e anniversaire de l'Indépendance du Liban. Des 39 morceaux choisis et publiés, 34 sont empruntés à des auteurs chrétiens et cinq à des musulmans : deux sunnites ('Umar Fâkhûri et Muhyi al-Dîn al-Nusûli) et trois druzes (Amîn Taqiyy al-Dîn, Khalîl Taqiyy al-Dîn et Amîn Nâsir al-Dîn), mais pas un seul poète chiite ne trouve grâce aux yeux du sélectionneur pour mériter de figurer dans l'anthologie...³ En 1998, le chercheur maronite Ilyâs al-Qattâr consacre un essai aux ouvrages de dix-huit historiens libanais majeurs. Un seul parmi eux est musulman, Muhammad Jâbir âl-Safa⁴. En 2010, le médecin et philatéliste maronite Joseph Hâtim constate que quatre grands écrivains libanais chrétiens ont été honorés par l'émission de timbres-poste à leurs effigies. Il déplore et regrette, à raison, que l'État tarde à rendre pareil hommage à d'autres intellectuels méritants. Cependant, en énumérant les auteurs décédés qui à ses yeux méritent cet honneur, le magnanime Hâtim cite dix-huit chrétiens et deux druzes, mais aucun sunnite ou chiite⁵. À l'inverse, l'historien sunnite

-
1. Auteur d'une dizaine d'essais dont *Min wabihil mawârina*, al-Matba'a al-khâthûlîkiyya, Beyrouth, 1977.
 2. Nabîl Khalîfa, *Madkhal ilal khusûsiyya al-lubnâniyya*, Matba'at Dakkâch, Beyrouth, 1997.
 3. Fuâd Afrâm al-Bustâni, *al-Tadhkara al-lubnâniyya, al-dbikra al-thalâthûn lil istiqlâl, 22 tichrîn al-thâni* 1973, Manchûrât wazârat al-i'lâm, Beyrouth, 1973.
 4. Ilyâs al-Qattâr, *Mu'arrikhân min lubnân*, Matba'at 'Amchît, 1998.
 5. Mensuel *L'Orient littéraire*, mai 2010, page 5.

mégalomane Hassân Hallâq, auteur d'un ouvrage généalogique hagiographique consacré aux familles beyrouthines, réserve une place indécente et marginale aux chrétiens, qui ne sont pourtant pas des intrus dans la capitale, cependant qu'il réserve à sa propre notice bio-bibliographique sept pages entières¹. Et l'on pourrait multiplier les exemples de cet accaparement exclusif et cavalier du nationalisme ou de la notoriété en consultant quantité de dictionnaires biographiques fantaisistes qui prolifèrent à Beyrouth et dont le seul but est de flatter l'ego des Libanais en mal de reconnaissance sociale. Le comble est de voir le maronite Charles Jid'awn (1932-), éditeur du *Who's Who in Lebanon*, s'offrir la plus volumineuse notice du dictionnaire biographique: elle est trois fois plus longue que celle réservée au président de la République libanaise (94 lignes contre 30)².

Ce n'est qu'à partir des années 1920 que la pratique de la discipline historique s'est étendue, d'abord timidement puis résolument, aux auteurs sunnites, chiïtes et druzes, avec Mulhim Taqiyy al-Dîn (1848-1942), Muhsin al-Amîn (1865-1952), Sulaymân Abu 'Izz al-Dîn (1873-1933), Muhammad Jâbir Âl-Safa (1875-1945), Ahmad 'Ârif al-Zayn (1883-1960), Muhammad Jamîl Bayhum (1887-1978), Mustafa al-Khâlîdî (1895-1977), 'Ajâj Nuwayhid (1896-1982), 'Ali al-Zayn (1902-1986), Samîh Wajîh al-Zayn (1904-1975), 'Ali Muruwwa (1904-1980), 'Umar Farrûkh (1904-1987), Hasan al-Amîn (1908-2002), Amîn Talî' (1911-1989), Munîr Ismâ'îl (1920-2008), Tâha al-Walî (1921-1996), Muhammad 'Ali Makki (1926-1978), Yâsîn Suwayd (1931-), Najîb al-Bu'ayni (1936-), 'Umar Tadmuri (1940-), Ibrâhîm Baydûn (1941-), Wajîh Kawtharâni (1941-), Waddâh Charâra (1942-), 'Abbâs Abu Sâlih (1943-2011), Hassân Hallâq (1946-), Rudwân al-Sayyid (1949-), Riyâd Ghannâm (1949-), Khâlîd Ziyâda (1952-), Sulaymân Taqiyy al-Dîn (1954-2015), 'Ali Muhammad al-Âgha, Sa'dûn Hamâda³, 'Abd al-Rahîm Abu Husayn⁴, Muhammad 'Ali al-Dhin-nâwi⁵ et quelques autres. Mais que l'approche soit d'inspiration chrétienne, musulmane, laïque ou marxiste (cette dernière est représentée par Yûsuf Khattâr al-Hulu, Fuâd Qâzân, Muhammad Dakrûb, Karîm Muruwwa, Fawwâz Tarâbulsi, Waddâh Charâra, Mundhir Jâbir et Mas'ûd Dâhir),

1. Hassân Hallâq, *Mawsû'at al-'âilât al-bayrûtiyya*, Dâr al-nahda al-'arabiyya, Beyrouth, 2010, tome I, pages 660-666.
2. *Who's Who in Lebanon. 1995-1996*, Éditions Publitec, Beyrouth, pages 101-103 et 130.
3. Auteur de *Târîkh al-chî'a fî lubnân*, deux tomes, Dâr al-khayyâl, Beyrouth, 2008.
4. On lui doit *Lubnân wal amâra al-durziyya fil 'abd al-'utbmâni* (Dâr al-nahâr, Beyrouth, 2006) dans lequel il relativise, documents ottomans à l'appui (couvrant la période 1546-1711), le rôle et l'aura que l'historiographie classique attribue à Fakhr al-Dîn II. L'auteur y affirme n'avoir trouvé aucun document qui atteste l'octroi à l'émir du titre ronflant de *sultân al-barr* que les historiens libanistes ont pris l'habitude de lui conférer pompeusement.
5. Auteur d'une œuvre problématique intitulée *Qirâ'a islâmiyya fî târîkh lubnân*, Tripoli, 1985.

l'écriture historique au Liban demeure une œuvre sectaire ou militante, axée généralement sur une communauté religieuse, ou couvrant une portion géographique du territoire national, donnant l'impression que ce petit pays n'a pas une histoire commune, mais plusieurs, fractionnées et morcelées, sinon toujours opposées et antagonistes. Lorsqu'on pense au passé des groupes libanais, on ne leur reconnaît pas une communauté de destin et l'histoire de ce pays se réduit à celle de ses composantes qui s'agrègent en son sein et qui, ce faisant, s'opposent les unes aux autres jusqu'au paroxysme. Y aurait-il autant d'histoires du Liban que d'historiens libanais ? Il est vrai que le pays séduit plus par les rêves qu'il suscite que par les réalités qui constituent une nation qui se révèle aux yeux des observateurs inachevée et sans cesse en permanente gestation. C'est pourquoi, les auteurs confessionnels, pas très scrupuleux et peu portés aux grandes fresques, sont conduits à poser sur le passé brouillé les questions que leur dictent les préoccupations du présent et de l'immédiat. Or, la redécouverte des textes anciens ne peut déplaire à l'historien soucieux à chaque instant de revenir aux sources. Mais s'agissant de l'histoire ancienne, la plupart des documents sont perdus à jamais, d'autres sont délibérément cachés et les trop courtes notices éparpillées çà et là ne sont guère éclairantes sur les sources fiables et les difficultés à les analyser. De plus, si les textes jouent un rôle capital dans la reconstruction de l'histoire, ils ne sont pas les seuls à consulter : les monnaies, les inscriptions, l'archéologie ont aussi leur mot à dire et, pour la période antique révolue et engloutie, ce mot est décisif.

Travestir la vérité

Les querelles littéraires alimentent d'ordinaire fort peu les colonnes des journaux, non par manque d'intérêt mais parce qu'il semble admis qu'en la matière tout jugement est par nature subjectif. Mais si tout un chacun peut se présenter comme un écrivain tout à fait honorable, quoique confidentiel, on ne s'improvise pas généticien, ni juriste ou économiste. En revanche, chacun peut ou croit pouvoir être historien. D'où la réaction frileuse et inquiète d'une profession face à des intrus et des usurpateurs. Or, n'en déplaît aux spécialistes, les historiens professionnels n'ont pas le monopole de la mémoire et l'histoire a toujours pu tirer le meilleur profit des amateurs éclairés, à condition de ne pas la violenter pour paraphraser Alexandre Dumas père (1802-1870) qui écrivait joliment : « Il est permis de violer l'histoire, à condition de lui faire un enfant. »¹ De Montesquieu (1689-1755) à Philippe Ariès (1914-1984), qui se qualifie d'« historien du

1. Franck Ferrand dénonce cette attitude boutiquière des historiens de profession dans *L'Histoire interdite. Révélation sur l'histoire de France*, Tallandier, Paris, 2008.

dimanche », la liste des auteurs atypiques et performants est longue, mais l'on peut aussi tirer le pire de la production de beaucoup d'autres, qui s'y intéressent souvent en dilettante.

La connaissance des massacres des années 1840-1845 et le récit des atrocités inouïes commises par les druzes dans les villages chrétiens de la Montagne sensibilisent l'opinion publique française qui pousse le clergé à interpellier le gouvernement. Le ministre des Affaires étrangères François Guizot (1787-1874) dénonce la complicité de la Turquie et celle, plus odieuse encore, des agents anglais. Frédéric Ozanam (1813-1853), fondateur de la Société de Saint-Vincent-de-Paul, écrit à Dominique Meynis (1800-1887), secrétaire de la propagation de la foi et de la confrérie des martyrs de saint Irénée : « Dans un moment où l'opinion publique est si préoccupée des affaires du Liban, tout ce que vous pouvez en apprendre par les lettres des évêques et des chefs d'ordre serait accueilli avec une pieuse curiosité. »¹ Le moment devient propice à entreprendre une action de propagande en direction de l'Europe.

Au milieu du XIX^e siècle, la formule institutionnelle originale que les Ottomans et les Puissances imposent aux Libanais aboutit à l'expérience singulière de la *mutasarrifiyya*². Dans ce contexte, des voix maronites s'élèvent pour demander son aide à la France catholique dans la réunification de la Montagne et la restauration de la dynastie Chihâb. C'est alors qu'ils inventent des mythes tenaces qui marquent, encore aujourd'hui, leur historiographie : leur perpétuelle orthodoxie, la lettre apocryphe de Louis IX à leur patriarche, Bonaparte qui fait d'eux « les Français de l'Orient »... Les premiers activistes qui s'y engagent sont des pamphlétaires complaisants, sinon des faussaires et des illuminés. Dans cette catégorie, on peut ranger la production fortement marquée idéologiquement et très discutable de l'évêque maronite de Lattakié Nicolas Murâd (1799-1862), auteur d'une *Notice historique sur l'origine de la nation maronite* dédiée au roi de France Louis-Philippe I^{er} (1773-1850)³. Ce petit opuscule de 50 pages avait pour objet de demander à la France la protection des droits de la « nation

1. *Lettres de Frédéric Ozanam, tome III, L'Engagement (1945-1849)*, Celse, Paris, 1978, page 165.
2. Dans l'administration ottomane, c'est une subdivision d'une *wilâya* (province) qui diffère d'un *sanjaq*, plus ordinaire, en ce qu'il est administré par un *mutasarrif* doté de pouvoirs spéciaux et dépendant directement du gouvernement central d'Istanbul.
3. Titre complet : *Notice historique sur l'origine de la nation maronite et sur ses rapports avec la France, sur la nation druze et sur les diverses populations du Mont Liban*, Librairie d'Adrien Le Clère & Cie, Paris, 1844. De Rome, où il se trouve, le prélat adresse le 8 juin 1845 une supplique à la Reine des Français Marie-Amélie de Bourbon (1782-1866), la priant de venir en aide aux maronites, dans l'espoir qu'elle intercède en leur faveur auprès de son mari Louis-Philippe. En dédiant son ouvrage à son protecteur, Nicolas Murâd écrit : « Je suis avec un profond respect, Sire, de Votre Majesté, le très humble et très obéissant serviteur. » *Op. cit.*, page 6. Voir aussi Philippe et Farîd al-Khâzin, *Majmû'at al-mubarrarât al-siyâsiyya wal mufâwadhât al-dawliyya 'an sûriyya wa lubnân*, Jounieh, tome I, page 128.

maronite». Dépêché en Europe par le patriarche Yûsuf Hubaych, suite aux premiers troubles interconfessionnels de la Montagne (1840), Murâd avait pour mission de mener campagne pour défendre la cause de la communauté maronite et soutenir la thèse de la pérennité chrétienne sur le Mont-Liban. En s’acquittant de la laborieuse tâche, il avance des arguments contestables et des statistiques fantaisistes, vilipende les druzes et les présente comme une minorité en rébellion contre le pouvoir maronite établi. Il cite plusieurs faux documents à l’appui de sa thèse, en particulier la lettre apocryphe qu’aurait adressée Louis IX aux maronites et précise que «cette lettre est tirée d’un manuscrit arabe très ancien qui fait partie des archives des maronites». Et pour lui donner de l’authenticité et une épaisseur de vraisemblance, il ajoute que «l’auteur du manuscrit dit l’avoir traduite du latin en arabe.»¹

L’historien grec-catholique Îliyya Harîq (1934-2007) considère Nicolas Murâd comme le fondateur de l’idéologie maronite². Cette entreprise de propagande est poursuivie avec plus de zèle et d’improvisation par un autre prêtre, Hanna (dit Jean) ‘Âzâr, vicaire général du diocèse de Sidon, auquel les maronites confient le soin d’aller parler de leurs malheurs aux chrétiens d’Europe et de plaider leur cause devant les gouvernements. L’envoyé débarque en 1844 en Italie, en sa qualité de délégué du patriarche, chargé de réclamer une nouvelle intervention européenne en faveur de ses coreligionnaires. Après avoir séjourné à Rome et à Naples, ‘Âzâr arrive à Paris en 1846 et mène une campagne active à travers toute la France. Dans un pamphlet (dont la version française, intitulée *Les Marounites*, est publiée à Cambrai en 1852), il se propose de faire installer des familles maronites en Algérie pour servir de supplétifs à l’armée française. Activement mêlé à ce projet de colonisation qu’appuient alors les milieux catholiques et légitimistes, il l’explicite dans une lettre adressée le 9 septembre 1850 au ministre de la Guerre Eugène Daumas (1803-1871). Protagoniste d’une intrigue visant à accroître l’aide que le gouvernement français octroyait aux maronites, en fournissant des chiffres gonflés sur leur nombre, il avait deux soutiens : Monsieur Malherbe

-
1. Nicolas Mourad, *Op. cit.*, page 27. Apparue pour la première fois en 1844, cette missive apocryphe fut insérée à cette époque tardive en tant qu’original arabe dans les archives du patriarcat maronite de Bkirki. L’historien maronite Yûsuf Mu’awwadh démontre le caractère apocryphe du document lors d’un colloque tenu à Beyrouth, en 1998. Voir sa contribution «Aux origines d’un mythe : la lettre de St. Louis aux Maronites», dans Bernard Heyberger & Carsten Walbiner (éd.), *Les Européens vus par les Libanais à l’époque ottomane*, Orient-Institut der Deutschen Morgenländischen Gesellschaft, Beyrouth, 2002, pages 97-110. Cette réfutation limpide et définitive n’empêche pas le patriarche Bichâra al-Râ’i, lors de son premier voyage à Paris (2011) après son élection au siège d’Antioche, de faire mention de la lettre au président Nicolas Sarkozy. Le 1^{er} avril 2013, le prélat ressert ce mensonge à l’ambassadeur de France Patrice Paoli, en célébrant la messe annuelle à l’intention de la France. Et ce n’était pas un poisson d’avril!
 2. Îliyya Harîq, *al-Tabawwul al-siyâsi fî târîkh lubnân al-badîth*, al-Ahliyya lil nachr, Beyrouth, 1982.

(animateur de la Société de Saint-Vincent-de Paul, soucieux d'en créer une filiale à Beyrouth) et le député Théodore de Quatrebarbes (1803-1871). Sa mission reçoit l'appui de l'opposition catholique et légitimiste à la Chambre des députés qui préconise une action secrète auprès des maronites, dirigée contre la Turquie et l'Angleterre, mais aussi contre le ministre des Affaires étrangères François Guizot (1787-1874). Prosper Bourée, consul général de France à Beyrouth, fait allusion à ses supérieurs au Quai d'Orsay à une intrigue animée par 'Âzâr, Joseph Conti, agent consulaire de France à Sayda et 'Abd Allâh al-Bustâni (1780-1866), évêque maronite de la ville¹. Le prélat incite son vicaire général 'Âzâr à s'adresser à la charité française pour adoucir le sort de la population maronite sinistrée. Mais, suite à ses agissements qui embarrassent le Quai d'Orsay, l'intrigant 'Âzâr est sommé d'arrêter son activisme douteux avant d'être expulsé du territoire français «pour manœuvres frauduleuses», en 1854². Le projet ambitieux de faire participer les maronites à la colonisation de l'Algérie, idée évoquée au début par le poète Alphonse de Lamartine et poussée le plus loin par le redoutable curé, est finalement annulé par le ministre Daumas qui invoque son caractère aléatoire, le manque d'un budget conséquent nécessaire à sa concrétisation et le fait que les chrétiens du Liban ne sont pas des combattants suffisamment aguerris.³

Comme les Américains d'aujourd'hui en politique internationale, les auteurs maronites, tout en croyant définir l'universel, s'enferment – et enferment avec eux l'histoire du Liban tout entier – dans le cocon d'une vision particulariste partielle et partiale. Même ceux qui étudient l'affaire Hindiyya 'Ujaymi (1720-1798) le font dans une intention clairement apologétique. Ainsi des pères Bûlus 'Abbûd al-Ghustâwi (1870-1941), Butrus Fahd (1909-2003) et Michel Hâyik (1928-2005), et de l'universitaire Jâd Hâtim (1952-). Animés par le souci de réhabiliter une héroïne à la vie mouvementée, ces chercheurs la présentent en victime de l'autoritarisme romain et de la partialité de ses représentants au Liban. Il a fallu attendre l'essai neutre et rigoureux de l'historien Bernard Heyberger (1954-) pour tenter de voir plus clair dans le cheminement tumultueux et controversé de cette religieuse maronite, à la fois mystique et criminelle⁴.

Dans la même veine apologétique, on peut classer les œuvres de quantité d'auteurs, toutes confessions confondues, comme Yûsuf Khattâr Abu Chaqra (1875-1904), Yûsuf Muzhir, Lahad Khâtir (1881-1975), Zaki al-Naqqâch

-
1. Dominique Chevallier, *La Société du Mont-Liban à l'époque de la révolution industrielle en Europe*, Librairie orientaliste Paul Geuthner, Paris, 1971, page 36.
 2. Georges Yver «Les Maronites et l'Algérie», *La Revue africaine*, Alger, tome 61, numéros 304-305, 1920, pages 165-211.
 3. Pour les circonstances de ce projet utopique, voir l'hebdomadaire *al-Nabâr al-'arabi wal dawli*, numéros 245 et 246, 11 et 18 janvier 1982.
 4. Bernard Heyberger, *Hindiyya, mystique et criminelle* (1720-1798), Aubier, Paris, 2001.

(1898-1988)¹, Muhammad Khalîl al-Bâcha (1914-2003), Tawfiq Tûma (1920-1998), Georges Hârûn², Joseph Qazzi (1938-)³, Jean-Charaf (1939-2008), Nabîl Khalîfa (1939-), Antoine al-Hukayyim (1943-) et Ilyâs al-Qattâr (1948-), où on décèle de la complaisance et des approximations indues qui cachent des hostilités idéologiques latentes et génèrent des polémiques et des accusations acerbes. Accordant une place de choix au thème de l'inconciliabilité et de l'antagonisme séculaire islamo-chrétien, ils servent des problématiques répondant des mêmes préoccupations et mettent leur capital intellectuel et scientifique au service de la cause communautaire qu'ils entendent défendre à tout prix. Ainsi d'Émile Idda (1936-), moine maronite et libaniste chauvin, qui prend des libertés avec l'histoire dans un article consacré aux « papes d'origine libano-phénicienne et orientale »⁴. Il s'agit d'une entreprise qui travestit les données historiques établies par les grands spécialistes de l'histoire de la papauté. À l'en croire, Anicet (155-166) est né en « Phénicie libanaise »; Jean V (685-686) à Antioche; Serge I^{er} (687-701) à Palerme d'une famille « phénicienne »; Sisinnius (708) et Constantin I^{er} (708-715) à Tyr, cependant que Grégoire III (731-741) est dit « d'origine phénicienne ». Dans sa précipitation, le moine omet de mentionner Théodore I^{er} (642-649) qui, quoique de souche grecque, est né à Jérusalem. Or *The Oxford Dictionary of Popes* de John Norman Davidson Kelly (1909-1997)⁵, qui fait autorité en la matière, est formel. Cette œuvre d'une vie, bien documentée et se référant aux sources premières de la papauté, dont la solide *Liber Pontificalis*, précise que les souverains pontifes cités par Idda sont « syriens »: le premier est né à Émèse (Homs), le second à Antioche, le troisième à Palerme d'une famille syrienne originaire de Homs, les trois derniers sont dits « syriens de naissance ». Manifestement, les informations établies et universellement admises chagrinent le moine-historien qui, dans sa fougue, ne trouve pas mieux que de libaniser les successeurs de Pierre le Galiléen afin que, là aussi, l'apport libano-phénicien soit magnifié et reconnu. À force de falsifier, il espère parvenir à convaincre ses compatriotes incrédules et incultes, à défaut d'influencer les savants qui n'accordent aucun crédit à ses affirmations fantaisistes. Le

1. On doit à ce Beyrouthin sunnite deux pamphlets discutables: *Adwâ'tawdhîbiyya 'ala târîkh al-mârûniyya et al-tabchîr wasîla min wasâil al-isti'mâr*. L'auteur était pour un temps membre du parti social-nationaliste syrien, avant de devenir un arabiste virulent.
2. Il considère que le patriarche Yûhanna Mârûn est l'initiateur d'une « nouvelle histoire » au Levant, car il y a « livré le premier combat des libertés et en premier lieu la liberté de croyance ». Voir son ouvrage *Târîkh al-batârîka al-mawârîna. Mu'ânât sittata 'achara qarnan*, Beyrouth, 2009.
3. Ce moine maronite militant choisit de dissimuler ses propos tendancieux derrière le pseudonyme Abu Mûsa al-Harîri.
4. Mensuel *al-Masarra*, 83^e année, numéro 829, juillet-octobre 1997, pages 678-685.
5. Traduction française de Colette Friedlander sous le titre *Dictionnaire des Papes*, Brepols, Turnhout, 1994.

comble, dans ce travestissement gratuit, est de constater qu'aucun démenti libanais n'est apporté à l'article du père Idda, ce qui laisse imaginer le degré de vigilance (ou le désintéressement, ou alors la connivence, à moins qu'il s'agisse de l'ignorance rampante) dans lequel baignent les intellectuels du pays du Cèdre à l'aube du troisième millénaire. Il y a là toute la différence entre la passion d'un abbé engagé (ou d'un clerc) et le ressentiment, la rancœur et les règlements de compte politiques non-productifs.

Plus près de nous, plusieurs compilateurs engagés, fortement influencés par le conflit civil qui se déroule sous leurs yeux, manquent d'objectivité et de discernement. Ainsi de Yûsuf Yammîn, 'Afif Mûrâni¹ et Yuwâkîm al-Hâj qui se piquent impudemment d'être historiens, anthropologues ou sociologues, alors qu'ils sont au mieux de piètres poètes. Yuwâkîm al-Hâj n'hésite pas à écrire des sottises dont on se demande comment elles ont pu échapper à la vigilance de son élogieux préfacier. Dans un volumineux ouvrage, il écrit sans sourciller, reprenant à son compte le propos emphatique d'Alphonse de Lamartine : « Le peuple maronite constitue en Orient une nation propre. On dirait une colonie européenne que la main du destin a jetée au milieu des tribus du désert... »² Il faut regretter que son préfacier, l'abbé Bûlus Na'mân (1932-), donne lui aussi l'exemple de l'historien de l'approximation dans certains de ses essais qui comportent des arguments dictés par des impératifs politiques manifestes, par exemple quand il prétend que lorsque l'islam a refusé de donner aux chrétiens leur place dans l'administration de l'État, il s'est condamné à la stérilité et à la décadence³.

Cette école de pensée se nourrit de l'œuvre du père Butrus Daww (1909-2007), théoricien propagateur de la « nation maronite pure », idée qu'il développe dans un ouvrage monumental⁴. Dans cette somme, Daww fait propager de nombreuses contrevérités, comme le mythe d'un État libanais indépendant qui aurait été fondé par les maradas, ancêtres selon lui des maronites, dans la Montagne libanaise dès le VII^e siècle⁵. Dans le tome III de son œuvre, il écrit aussi : « La période de la totale

1. Auteur d'une thèse intitulée *L'Architecture religieuse de Cobiath sous les Croisés*, soutenue à l'Université de Toulouse, en 1988.

2. Yuwâkîm al-Hâj, *Akkâr fil târîkh*, Majd, Beyrouth, 1999, page 382.

3. Bûlus Na'mân, *al-Masîbiyyûn fî lubnân, ru'a mustaqbaliyya*, Dayr sayyidat al-nasr, Ghusta, 1997, page 21. Plusieurs thèses de doctorat publiées par l'Université Saint-Esprit manquent de rigueur scientifique et sont parsemées de contrevérités. Voir la critique argumentée du chercheur sunnite Mahmûd al-Zibâwi dans le supplément littéraire du quotidien *al-Nahâr* du 22 mai 2010, suite à la publication, en 2009 et 2010, de deux ouvrages consacrés à 'Âsi et Mansûr al-Rahbâni et à la diva de la chanson Fayrûz.

4. Butrus Daww, *Târîkh al-marwârîna al-dîni wal siyâsi wal badâri*, Dâr al-Nahâr, Beyrouth, six tomes, 1970-1980.

5. Butrus Daww, *Op. cit.*, tome I, page 294 et suivantes.

indépendance [maronite] se prolonge de 636 jusqu'en 1367, date à laquelle le patriarche [Jibrâil de] Hajjûla est martyrisé. Pendant cette période les maronites disposaient d'une patrie [*watan*] nationale, libre, souveraine, où ils bénéficiaient d'une totale indépendance vis-à-vis des États musulmans successifs.»¹ Pour sa part, un magistrat maronite s'applique à trouver des constantes qui ont fait que sa communauté est devenue, au fil des siècles, «une réalité historique et donc une nation ayant sa spécificité.»² D'autres auteurs maronites, après le déclenchement de la guerre de 1975, parlent d'un rayonnement communautaire qui prend sa source dans le courage, se nourrit d'un état d'éveil permanent, une vie de paix armée et de combat perpétuel pour le droit, la liberté et la dignité, une vie de fierté qui défie tous les dangers en s'agrippant à sa montagne-forteresse. C'est certainement à des historiens du dimanche de cet acabit que l'universitaire Ilyâs al-Qattâr pense lorsqu'il déplore avec une juste sévérité les déboires de la discipline : «Nous souffrons depuis sept ans d'une agression de quelques illettrés et autres ratés dans le domaine de l'histoire.»³ Ce n'est pourtant pas tant le culte de l'amateur qu'il faut ici craindre, mais celui de la médiocrité produite par la loi du moindre effort.

Il est vrai que cette littérature, fondée essentiellement sur des sources secondaires et familiales basées sur des témoignages oraux et des mémoires confidentiels, suscite débats et controverses à l'infini. Le plus grave est que ces entreprises destructives s'imaginent pouvoir manipuler impunément les événements. Très souvent, l'histoire devient, sous la plume de ces militants pressés, celle qui s'évertue à souligner les différences et non les ressemblances entre les communautés, ou celle qui affiche et épingle leurs rivalités et non leur interpénétration. Il est vrai aussi qu'en abordant cette histoire, la polémique est inévitable. À chaque grande étape de l'histoire politique contemporaine du pays, une réforme est entreprise qui conduit à la refonte des programmes d'enseignement. La première expérience est initiée par la puissance mandataire en 1924. Lorsqu'en 1937 le ministre de l'Éducation nationale, le grec-orthodoxe Habîb Abu Chahla (1902-1957), charge les historiens Asad Rustum (protestant de souche grecque-orthodoxe) et Fuâd Afrâm al-Bustâni (maronite) de rédiger un manuel scolaire d'histoire, *Târîkh*

-
1. Butrus Daww, *Op. cit.*, tome III, Beyrouth, 1977, page 13. L'auteur revient sur la présumée thèse d'indépendance dans le tome VI du même ouvrage où on lit : «En 676, les maronites ont occupé les montagnes du Liban et en ont fait une patrie souveraine, libre et indépendante.» On peut relever, au passage, la manipulation des dates du début et de la fin de cette indépendance afin qu'elles coïncident avec la période de la conquête arabe.
 2. Assaad Germanos, *Les Fondements du maronitisme politique à la source des libertés libanaises*. Cité par le quotidien *L'Orient – Le Jour* du 28 juin 2011.
 3. Ilyâs al-Qattâr, *Madkhal ila 'ilm al-târîkh*, al-Dâr al-lubnâniyya lil nachr al-jâmi'i, Beyrouth, 1982, page 8.

lubnân, il ne se doute pas qu'il confie un lourd fardeau à son successeur et coreligionnaire Khalîl Kassîb (1873-1949). Celui-ci ne s'attend pas non plus au tollé que le projet soulève dans les milieux intellectuels musulmans, à la parution des cinq volumes, en 1938. Ces derniers ne pouvaient concevoir que cette histoire soit écrite sans leur participation, équilibre communautaire oblige. De plus, et pour la première fois, les coauteurs cooptés sont chargés d'aborder l'histoire du Liban en la dissociant elliptiquement de celle de l'hinterland arabe, à la demande expresse du président de la République Émile Idda, souhait exprimé devant Asad Rustum. Ce dernier refuse d'obtempérer et se rétracte de lui-même après avoir contesté la manipulation du contenu rédactionnel du manuel incriminé¹. Mieux, le rigoureux Rustum renonce à écrire une biographie de l'émir Fakhr al-Dîn II au motif que les références fiables le concernant manquaient cruellement.

Après l'accession à l'indépendance, les autorités libanaises publient de nouveaux programmes en 1946 qui seront révisés sous la présidence de Fuâd Chihâb (1958-1964). Comme toujours, des enseignants musulmans et chrétiens, exerçant dans les établissements scolaires publics et privés, sont mobilisés pour cette tâche délicate. En 1991, le ministre de l'Éducation nationale, le maronite Butrus Harb (1941-), invite une trentaine de spécialistes à siéger pendant trois jours au sein d'un comité de travail afin d'établir une liste de propositions pour la réforme de l'enseignement de l'histoire. Après quelques réunions, l'initiative est abandonnée puis reprise en 1996, toujours en conformité avec le principe de la représentativité communautaire. Les Libanais doivent patienter jusqu'en 2001 pour qu'une ébauche timide d'une histoire consensuelle unique de leur pays soit publiée, après douze ans d'intenses marchandages confessionnels. Le conseil consultatif, chargé de superviser l'œuvre tant attendue, est soigneusement formé de six membres, représentant les communautés religieuses majeures du pays, dites historiques : le maronite Ilyâs al-Qattâr, le grec-orthodoxe Wahîb Abi Fâdil, le grec-catholique Antoine Masarra, le sunnite Hasan Munaymina, le chiïte Ahmad Hutayt et le druze 'Abbâs Abu Sâlih². Pour autant, la controverse sur l'adoption de l'enseignement d'une histoire commune continue de diviser les

-
1. Youssef M. Choueiri, *Arab History and the Nation-State. A Study in Modern Arab Historiography 1820-1980*, Routledge, London and New York, 1989, page 117. L'historien sunnite Mustafa Farrûkh rappelle qu'al-Bustânî modifiait le texte de son collègue Rustum en le libanisant avant de le confier à l'imprimerie. Hebdomadaire *al-Nabâr al-'arabi wal dawli* du 25 avril 1983, page 45.
 2. Le quotidien *al-Nabâr* du 27 septembre 2001 fournit une autre liste de noms : Nimr Furayha (grec-orthodoxe), Muhammad Qâdhim Makki (chiïte), 'Isâm Sulaymân (grec-catholique), Rudwân al-Sayyid (sunnite), Henri al-'Awît (maronite) et Anwar Daww (druze). Le quotidien ajoute que le comité chargé de la rédaction est formé de Wahîb Abi Fâdil, Sâlih Zahr al-Dîn, Munîr Salâma, Faysal Charâra, 'Alam al-'Alam, Hâchim Qâsim et Joseph Abi Râchid.

Libanais, poussant l'universitaire chiïte 'Adnân al-Amîn à faire remarquer, à juste titre, qu'il ne suffit pas d'unifier les manuels scolaires pour parvenir à consolider l'unité nationale, car «la division sociale [est] plus forte que la division éducative»¹. Nous y reviendrons.

Il y a bien mieux. L'œuvre de l'ambassadeur 'Âdil Ismâ'îl (1925-2010)², dont la contribution volumineuse (près de cent tomes)³ à la publication des archives historiques libanaises est une première louable, n'a pas manqué de susciter, à son tour, un débat houleux et de soulever des controverses très vives dans certains milieux intellectuels chrétiens. Des historiens maronites, dirigés par Jean Charaf et Antoine al-Hukayyim et encouragés en sous-main par l'Université Saint-Esprit d'al-Kaslîk, reprochent à l'auteur sunnite d'avoir omis de reproduire, sciemment, des passages entiers des correspondances diplomatiques. Ce que Ismâ'îl ne conteste point, reconnaissant volontiers avoir supprimé des digressions, des longueurs, des métaphores, des excentricités et des obscénités. Le souci du fin diplomate était de ménager les susceptibilités locales, si vives dans un pays où tout est facilement interprété sur le plan politico-confessionnel et familial, mais aussi de préserver l'unité nationale, de protéger les membres du clergé, de ne pas exciter les rivalités religieuses et réveiller les démons du communautarisme. Il avoue par ailleurs avoir supprimé des paragraphes qu'il juge malsains, relatant en particulier la vie privée et dépravée de certains prélats et notables. Les détracteurs, point convaincus des arguments avancés par le diplomate et, ne se contenant pas de produire quelques articles incendiaires publiés dans la presse, se mettent à rédiger des essais circonstanciés, provoquant une nouvelle réplique de l'historien incriminé. Le débat se corse et s'éternise car on se rend compte que la brèche risque non seulement d'ébranler, mais de faire écrouler l'ensemble de l'édifice patiemment construit par les gardiens du Temple⁴. Quoi qu'il en soit, si on a pu reprocher à

1. Voir son article «Hétérogénéité de l'enseignement et déqualification du travail éducatif», dans Fadia Kiwan (éd.), *Le Liban aujourd'hui*, Cermoc, CNRS éditions, Beyrouth, 1998, pages 151-163.
2. Une coquetterie lui fait écrire qu'il est né en 1928, alors qu'il m'a affirmé avoir vu le jour en 1925. C'est donc cette dernière année que je retiens.
3. Adel Ismâ'îl, *Documents diplomatiques et consulaires relatifs à l'histoire du Liban et des pays du Proche-Orient du XVII^e siècle à nos jours*, Éditions des œuvres politiques et historiques, Beyrouth, à partir de 1975.
4. Pour suivre les péripéties de cette polémique à rebondissements, voir notamment : un article d'Antoine al-Hukayyim publié dans le quotidien *Le Réveil* du 4 avril 1980; 'Âdil Ismâ'îl, *Azmat al-fikr al-lubnâni fi kitâbat târîkh lubnân wa'fi tawthîqîhi*, Dâr al-nachr lil siyâsa wal-târîkh, Beyrouth, 1997; Antoine al-Hukayyim, *Manbajîyyat 'Âdil Ismâ'îl fi nachr al-wathâiq al-dihumâsiyya wal qunsulîyya. Dirâsa taqyîmiyya*, al-Dâr al-lubnâniyya lil nachr al-jâmi'i, Beyrouth, 1998. L'historien Munîr Ismâ'îl (1920-2008) prend la défense de son frère cadet 'Âdil dans les colonnes du quotidien *al-Nabâr* des 8 et 13 avril 1999 et

l'ambassadeur-historien de ne pas donner l'intégralité des textes, on devrait néanmoins avoir l'honnêteté académique de saluer le gigantesque et précieux service qu'il a fourni, sa vie durant, à quantité de jeunes historiens censés assurer la relève. L'Université Saint-Esprit devrait tout au moins finir par admettre que la liberté des auteurs qui ne partagent pas ses idées peut garantir le sérieux de leurs travaux, car, de même qu'il n'est pas d'éloge flatteur sans la permission de blâmer, sans la liberté de dire non aucun oui ne sera jamais tenu pour crédible. Que les cacatoès de la presse, pour qui les idées ne sont que des mots, ne comprennent pas cela, on s'en consolerait facilement en se rappelant leur médiocre importance. Mais que des historiens respectables perdent de vue un principe qui est le fondement même de la recherche scientifique, est tout de même désolant et triste. Affligeant aussi de voir des auteurs du dimanche colporter des erreurs historiques avérées, en véritables menteurs professionnels plus obsédés de vérité romanesque que d'exactitude.

D'autres polémiques non moins virulentes se sont engagées entre les historiens libanais et les coups de sonde donnés par les aînés creusent le terrain des cadets qui s'y risquent, parfois hâtivement en laissant des plumes, au point que devant des auteurs à l'imagination fertile et qui prennent trop de liberté avec la réalité historique, on ne peut que lever les bras au ciel. Pour preuve, une grande exposition archéologique programmée à Paris¹, en 1998, et dont la portée et la symbolique n'ont pas échappé aux observateurs. Un quotidien parisien titre : « Le Liban cherche la paix dans son histoire ancienne : une exposition à l'Institut du monde arabe présente les richesses archéologiques du pays de façon détaillée jusqu'à la fin de la domination romaine et élude la suite pour ne heurter personne. » Suivent deux longs articles du même acabit qui rappellent les « relations difficiles entre les communautés [libanaises] »

des 24 et 31 mai 1999. Au-delà de la controverse légitime se cache un non-dit grossier : il semble que ce qui dérange le plus les détracteurs d'Ismâ'il, ce sont moins les omissions et les erreurs méthodologiques (que l'on peut discuter) que l'intrusion sacrilège d'un musulman dans un domaine que les auteurs chrétiens libanais considèrent comme leur chasse gardée. À la fin de la guerre civile, l'ambassadeur Ismâ'il, muni de l'autorisation de ses supérieurs hiérarchiques, se résout à publier les omissions incriminées. Puis il revient sur les mythes que les Libanais colportent dans son essai *Inqilâb 'alal mâdi*, Dâr al-nachr lil siyâsa wal târîkh, Beyrouth, 2003 (diffusé fin 2006). Joseph Bâsil critique l'ouvrage dans le quotidien *al-Nabâr* du 29 décembre 2006. Je puis témoigner qu'Ismâ'il garda jusqu'à la fin de sa vie une grande amertume à l'égard de l'attitude soupçonneuse et hostile de ses collègues maronites, un ressentiment profond décelable à différents endroits de ses mémoires, publiées un mois après sa mort, sous le titre *Thamânûn... Dhikrayât fî mâ warâ'jidâr al-samt*, Dâr al-nachr lil siyâsa wal târîkh, Beyrouth, 2010. Il y décrit notamment les tribulations de sa carrière diplomatique ainsi que les marchandages et les critères confessionnels de recrutement et de promotion appliqués dans la Fonction publique (pages 259-260).

1. À l'organisation de laquelle j'ai été directement associé.

et « la nature ambiguë de la présentation qui est faite [...] des richesses culturelles de ce pays. »¹

Il faut reconnaître que l'histoire du Liban est marquée par un permanent antagonisme entre les religions et les communautés, mais aussi les conquérants et les envahisseurs qui l'ont occupé ou peuplé tout au long des millénaires. Repenser l'histoire du pays, c'est remodeler le présent de sa société vouée inmanquablement à rester en symbiose permanente avec son environnement géographique immédiat. C'est aussi s'appuyer sur les recherches historiques récentes qui font basculer de nombreuses certitudes, en situant par exemple l'origine des Phéniciens dans la Péninsule arabique. C'est enfin intégrer les éclairantes déconstructions du discours historique et idéologique, entreprises par des historiens levantins inspirés, qui ont porté si haut l'art de la synthèse dans la perspective d'une histoire totale, de la trempe de Philip Hitti (1886-1978), Jawād Bûlus (1899-1982), Edmond Rabbâth (1902-1991), Nîqûla Ziyâda (1907-2006), Zayn Nûr al-Dîn Zayn (1909-1996), Qustantîn Zurayq (1909-2000), Albert Hawrâni (1915-1993), 'Âdil Işmâ'îl (1925-2010), Kamâl al-Salîbi (1929-2011), Sâmi Makârim (1931-2012), Îliyya Harîq (1934-2007), Edward Sa'îd (1935-2003), Gérard Dûmith Khûri (1938-), Georges al-Qurm (1940-), Joseph Abu Nuhra (1942-), Hassân Salâma-Sarkîs (1943-), Ahmad Baydûn (1943-), Mas'ûd Dâhir (1945-) et 'Isâm Khalîfa (1948-). Ces auteurs francs du collier et qui n'ont pas de complexes abordent les questions litigieuses avec la bonne foi des chercheurs qui s'interrogent, comparent et décortiquent, avant de se prononcer. Le mérite de leurs travaux, par-delà les divergences idéologiques et politiques respectables et légitimes qui les séparent, est de proposer une vision nouvelle du destin et du devenir libanais, susceptible de démolir les mythes rassurants sur lesquels continuent de s'appuyer, nonobstant le cruel démenti que leur oppose chaque jour l'évolution de la réflexion, les cadres et les clercs traditionnels de la pensée libanaise, entretenant, avec une assurance et une suffisance à toute épreuve dans l'autosatisfaction et la forfanterie, un confort intellectuel définitif et fermé à toute remise en question de ses postulats et de ses valeurs, aux stimulations de l'inquiétude comme aux vertus qui viennent de la clairvoyance.

Des auteurs rigoureux prennent parfois des risques mortels, pour révéler des secrets jalousement gardés ou exprimer des vérités dérangeantes. L'audace de l'ambassadeur 'Abd Allâh al-Najjâr (1896-1976), manifestée dans son essai *Madhhab al-durûz wal tarwîd*², où il dévoile des secrets cachés de la secte druze à laquelle il appartient, déplaît aux tenants de l'orthodoxie

1. Quotidien *Le Monde* du 31 octobre 1998.
2. Dâr al-ma'ârif, Le Caire, 1965. En 1968, une nouvelle édition paraît avec le titre *Madhhab al-muwahhidîn al-durûz*. Il est significatif de relever que l'auteur est obligé de publier son ouvrage en Égypte, aucun imprimeur libanais n'ayant accepté de prendre la responsabilité de diffuser le manuscrit et de risquer des représailles.

au sein de sa communauté et lui vaut des critiques acerbes. Estimant que l'historien a dévoilé au grand jour les fondements de la doctrine, ces derniers, qui préfèrent cultiver éternellement le précepte de la *taqiyya*¹, décident de le bannir et exigent qu'il fasse amende honorable. Ne se rétractant pas avec courage et ténacité, al-Najjâr trouve la mort (avec son épouse Nabîha Hamdân) dans des circonstances mystérieuses qui n'ont jamais été élucidées.

Ce n'est que vers la fin du xx^e siècle, et à la faveur de la guerre civile finissante, que nous assistons à l'amorce d'un débat historiographique méthodique qui marque le début de la décomposition du récit national qui tenait lieu jusqu'alors d'identité consensuelle. Cependant, peu d'historiens en restituent l'ampleur, souvent par petites bribes. Mais la querelle ne s'explique pas seulement par l'ouverture des archives (beaucoup restent inaccessibles) et les confidences des aînés (certains s'y refusent ou se dérobent pour éviter de répondre à quantité de questions embarrassantes). Elle est provoquée surtout par le séisme créé par la dernière guerre fratricide (1975-1990) et l'écroulement de nombreuses références. Désormais, il convient de réécrire le passé d'un pays où histoire et mémoire collective se confondent, où certains témoins privilégiés se font historiens, où les historiens se doivent d'être à la fois des chercheurs méticuleux, soucieux de respecter la rigueur scientifique, et des citoyens responsables, à la fois en quête de la vérité et censés favoriser la paix civile.

Des lueurs d'espoir pointent à l'orée du xxi^e siècle. C'est ainsi que trois étudiants libanais en histoire évoquent, dans une table ronde organisée en 2006, les problèmes et entraves qui représentent encore des obstacles qui obscurcissent l'horizon des historiens arabes en général, et libanais en particulier. Les trois compères se proposent de mettre l'accent « sur l'état moyenâgeux et lamentable dans lequel baigne l'érudition historique dans la majorité des pays du Proche-Orient » et estiment que cette discipline « demeure malheureusement sujette à plusieurs tentatives de manipulation et de déformation en fonction de l'idéologie du régime politique en place. On assiste par conséquent à un travestissement dans la rédaction de l'enseignement de l'histoire dans les pays en question. La majorité de ces régimes imposent une politique de recherche bien orientée dans l'interprétation des sources historiques ainsi que dans les résultats des fouilles archéologiques, en superposant la réalité géopolitique actuelle au passé afin de justifier leur existence. Confronté à cette réalité, l'historien va opérer,

1. C'est une duplicité qui permet à une minorité de tromper son environnement présumé hostile et d'afficher des convictions de façade par peur, opportunisme ou tactique. Au Liban, il n'est pas recommandé de se fier à la parole d'un druze. A-t-il une quelconque parenté avec un Normand ? Les deux sont madrés et rusés, ils disent et se redisent sans gêne. L'attitude des Levantins est généralement ambiguë et évasive. Questionnez-les sur un sujet délicat, ils vous répondent par un énigmatique *ya'ni* qui, dans le dialecte local, veut dire couci-couça !

soit par conviction par rapport à l'idéologie politique du parti au pouvoir, soit par allégeance, des coupures dans le déroulement des faits historiques, ce qui l'amènera à occulter certaines périodes jugées moins valorisantes et à mettre en valeur d'autres périodes. En évoquant certains événements passés, il peut contribuer à affirmer et affermir la volonté et le pouvoir du régime. L'histoire a alors un seul et unique objectif: être une réactualisation et une glorification du passé.» Et les auteurs d'ajouter: « Par conséquent, toutes les tentatives pour reconstituer, revisiter l'histoire, que ce soit à travers les sources écrites ou les résultats des fouilles archéologiques, restent absurdes et illusoire, si l'on ne se débarrasse pas des résidus du dogmatisme et de l'idéologie. Autrement dit, si on ne s'attaque pas au dogmatisme, l'histoire sera toujours une conspiration contre la vérité.» Se penchant sur l'état de la recherche historique spécifique au Liban, les archéologues estiment aussi que cet état « demeure toujours à ses prémices » et relèvent de « nombreuses pierres d'achoppements » qui « retardent son épanouissement ». Puis ils en dressent ce constat pessimiste: « Suite à une conjoncture économique difficile, le gouvernement libanais a adopté au cours de ces dernières décennies, une politique de réduction des budgets de certains ministères, tels que le tourisme et la culture; les fonds investis dans la recherche scientifique, et notamment historique, sont ramenés au strict minimum. À titre d'exemple, la Direction Générale des Antiquités souffre d'un manque considérable de main-d'œuvre spécialisée: archéologues, architectes, topographes, etc. L'activité archéologique est réduite à quelques missions de fouilles éparses, dirigées par des organismes et des missions étrangères. Les organismes et les universités locales sont pratiquement absents à cet égard. Les départements d'histoire et d'archéologie de l'Université libanaise sont quasiment dépourvus de tout équipement logistique indispensable pour le développement de la recherche. Étant donné cette situation lamentable, le nombre des étudiants qui s'engagent dans ce domaine se réduit continuellement, ceux qui s'y aventurent risquent de se retrouver au chômage à la fin de leur cursus. Seule une petite minorité d'étudiants ose poursuivre des études supérieures à l'étranger, souvent sur leur propre budget par manque de bourses libanaises qui font malheureusement défaut à l'heure actuelle; ils ne reçoivent pas davantage d'aide des universités ni des organismes de recherche français.» Et de conclure sur une note à peine optimiste, comme pour sauver la face: « Les conséquences se font sentir sur la productivité ainsi que sur la qualité des publications. Toutefois, il faut souligner les efforts déployés par certains chercheurs pour assurer malgré tout une excellente qualité de publication.»¹

1. G. Abou Diwan, W. Khalil et M. Khreich, « Problèmes et entraves de l'historien au Proche-Orient: l'exemple du Liban », in *Transeuphratène*, volume 31, Paris, 2006, pages 115-116.

*

Ma contribution se limite à tenter de répondre à des questions fondamentales qui continuent de diviser les Libanais, fragilisant leur présent et hypothéquant leur avenir. Ce faisant, je n'ai pas la prétention d'offrir une recension exhaustive de l'histoire du Liban, et encore moins à en faire la synthèse ou l'inventaire, pour autant que cette tâche fût possible. Je voudrais tout simplement mener une réflexion d'ensemble, et cependant à grands traits, dans le but d'inciter d'autres chercheurs à réfléchir sur la question, puis à sonder les profondeurs. J'ai pour ma part adopté un parti cinématographique et découpé l'histoire du Liban en soixante-cinq chapitres, et veillant à donner les textes anciens relatifs à chaque épisode. Parfois, un document unique ne laisse guère de place à l'imagination, mais d'autres séquences rapportées de façon différente par les auteurs ouvrent le choix de l'interprétation. Alors, il faut avancer des hypothèses, aller au-delà du simple rapport d'archives en suivant l'exemple de Fernand Braudel (1902-1985) : « Rester devant le décor, c'est être un érudit, aller derrière le décor c'est prendre des risques, être historien. L'histoire c'est de la rêverie. »

À présent, je sais que je joue avec le feu et que j'aborde des thèmes sensibles, mais je le fais avec une froide sérénité qui, je veux bien le croire, me garantit contre les vagues incontrôlées de l'émotion partisane. C'est au juge qu'il revient de condamner, à l'État de droit de châtier et au citoyen de militer contre l'oubli. Reste à l'historien la tâche redoutable de comprendre, sans inculper ni disculper. J'ose espérer que le lecteur pourra me faire ce crédit. Et puis, ce qu'éprouve et juge de lui-même un écrivain n'a finalement pas beaucoup d'importance. Seul ce qu'il écrit devrait faire foi. Je suis conscient aussi que l'historien doit tenter de s'effacer autant que possible derrière son texte. Dans le mien, il ne m'a pas toujours été facile de m'en tenir à la parfaite neutralité qui convient, en dépit d'un effort constant de vigilance pour conserver, autant que possible, une réserve qui évite d'imposer un jugement personnel au lecteur. Je ne sais si j'y suis entièrement parvenu.

Enfin ceci. Parvenu au terme de ma vie professionnelle, je me libère de cette prudence qui a parfois empesté ma vie d'écrivain, de chercheur et même de diplomate, et me lance à l'assaut d'une cathédrale de préjugés avec une bonne dose d'audace, et même un peu d'inconscience. Mes proches savent bien à quel point je m'en félicite, car j'y ressens une émancipation douce et apaisante. J'ai mis douze ans à réunir les éléments de cet ouvrage que j'ai cependant rédigé en dilettante. Je sais qu'en décidant de le faire publier, je prends un grand risque intellectuel. Je l'assume entièrement au nom de la liberté de s'exprimer et de la nécessaire et salutaire confrontation des idées et des arguments, indispensable à toute

recherche de la vérité. L'histoire du Liban, comme celle de toute nation accomplie ou qui se cherche, ne mérite pas plus d'être diabolisée que d'être canonisée, et le meilleur moyen de participer à faire progresser la réflexion est encore d'en débattre à ciel ouvert. Je le fais de bonne foi et laisse à mes lecteurs d'en juger et de me donner tort ou raison, sans ménagement mais avec bonne foi, pour peu que les arguments contradictoires qu'ils avancent cherchent à servir, comme les miens, la cause intellectuelle universelle la plus noble : la quête incessante du vrai, sinon de l'éclatante vérité difficilement accessible.